

## «On va finir par avoir honte de se présenter devant des Haïtiens»

—Roger Valois

Témoin direct des événements d'Haïti, en tant que membre de la délégation québécoise (composée de huit personnes) mandatée pour observer le déroulement des élections ratées du 29 novembre, le vice-président de la CSN Roger Valois en est revenu, comme plusieurs autres, avec des appréciations lourdement accusatrices envers les politiques du gouvernement canadien dans ce pays. «Nous avons un gouvernement de pleutres, a-t-il accusé. Pour ne pas voir ce qui s'est passé, il fallait le faire exprès!».

Le compte rendu de Michel Rioux.

**Page 3**

### L'ENSEIGNEMENT DU FRANÇAIS

## Ceux qui le donnent Ceux qui le reçoivent

De quoi s'agit-il? D'un sujet fort d'actualité par les temps qui courent: l'enseignement du français dans nos institutions scolaires.

NOUVELLES CSN a cherché à faire le point sur la situation avec ceux qui donnent cet enseignement, et aussi ceux qui le reçoivent. Un dossier de Luc Latraverse et Diane Lapointe.

**Page 16**



## Le salon double

Gérard, «l'épicier du coin», ne savait sûrement pas ce qui l'attendait quand il a acquiescé à la suggestion de sa femme, Berthe, à l'effet de louer le salon double de leur appartement, désormais inutile, pour joindre les deux bouts.

Arrivent Maggie, sa fille Isabelle, ... et des événements qui lui feront éprouver toute une gamme de sentiments et d'émotions. Jean-Noël Bilodeau, l'auteur de ce traditionnel conte de Noël que NOUVELLES CSN offre tous les ans à ses lecteurs et lectrices, nous les fait partager.

**Page 5**

## Aussi

La deuxième tranche du reportage de Martine d'Amours au colloque international CSN, «LA SANTÉ DU MONDE», avec un sujet que l'on retrouve régulièrement dans les manchettes: la réintégration sociale des malades mentaux, à la façon italienne.

**Page 12**

**Coordination**

Jean-Pierre Paré (514-598-2159)

**Rédaction**

Jean-Anne Bouchard  
Michel Crête  
Martine d'Amours  
Henri Jalbert  
Thérèse Jean  
Diane Lapointe  
Lucie Laurin  
Jean-Pierre Paré  
Michel Rioux

et la collaboration  
de nombreuses personnes

**Photographes**

Alain Chagnon  
Robert Fréchette  
Louise De Grosbois  
Jean-François Leblanc  
Guy Ouellet  
Hélène Rochon (Québec)

**Conception graphique**

Jean Gladu

**Montage**

Mychèle Arbour

**Caricaturiste**

Garnotte

**Composition**

Tricycle compo

**Impression**

Métropole Litho

**Distribution**

l'équipe de distribution CSN  
(514-598-2233)



**NOUVELLES CSN** est l'organe officiel de la Confédération des syndicats nationaux. Publié à tous les quinze jours, il est tiré à 32,000 exemplaires et distribué gratuitement dans les 2,024 syndicats de la CSN à travers le Québec. Les syndicats locaux ont l'autorisation (et notre encouragement) d'en reproduire le contenu. Pour recevoir des copies supplémentaires: Service de distribution CSN, 514-598-2233.

# Un Noël de solidarité Une année de Paix

Ouf!  
Comme cette petite parenthèse  
dans le temps est attendue  
pour le repos du corps  
pour le repos de l'esprit

Surtout!  
Combien cet espace est riche  
pour vivre autrement  
pour vivre à d'autres niveaux  
la solidarité fondamentale  
des hommes et des femmes  
pour leurs frères et leurs sœurs

Noël, c'est l'amour planté au cœur  
de nos êtres!

Noël, c'est cette capacité donnée  
d'aimer infiniment!

Noël, c'est l'amour concret  
d'un visage, d'un nom...  
de tous les visages,  
de tous les noms

qui, en cours d'année,  
ont peuplé notre solidarité!

Que cet heureux temps des  
Fêtes

soit pour chacun et chacune  
pacification... ressourcement... et  
enthousiasme débordant pour sauter,  
à pieds joints, dans la Nouvelle  
Année que je nous souhaite  
moins mouvementé mais  
tout aussi intense!  
moins éprouvante mais  
tout aussi solidaire!

À toutes et à tous

un Noël de Paix!  
une Année de solidarité!

**Gérald Larose**

---

Cher Arsène, cher Gerry, cher Guy

---

## NOS MEILLEURS VŒUX!

---

N.B.: notre prochain numéro arrivera dans vos syndicats  
dans la semaine du 18 janvier.

---

De retour d'Haïti, Roger Valois accuse:

# «On a un gouvernement de pleutres»

par Michel Rioux

Roger Valois est plein d'entrain et sa voix porte toujours aussi haut et clair. Mais au-delà des expressions chaleureuses, on sent comme une espèce de fébrilité, une hâte physique de dire, de raconter, de témoigner de ce que lui et ses camarades rapportent d'Haïti, dont ils ne sont revenus que la veille, à minuit.

**A** 10h30, le 4 décembre, la délégation livre en conférence de presse ses premières impressions, fait part de ses premiers constats, avance ses premières recommandations. Un rapport complet sera rédigé plus tard. Ce qui presse, pour l'heure, c'est d'apporter sa contribution, l'éclairage d'une situation confuse. Pour que la démocratie, qui a commencé de respirer en Haïti, puisse continuer à vivre et, finalement, à s'enraciner.

Toutes les déléguées, tous les délégués témoignent de leur insatisfaction devant les positions prises depuis «le coup de force constitutionnel, le coup d'État provoqué par les militaires eux-mêmes, par le gouvernement canadien.

C'est Roger Valois qui a les mots les plus durs, les plus clairs. «C'est un gouvernement de pleutres, qui reprend à son compte ce qui lui est rapporté par son ambassadeur à Port-au-Prince. Si le gouvernement canadien et madame la ministre Landry continuent de véhiculer des insanités et des âneries comme c'est le cas depuis quelques jours, on va finir par avoir honte de se présenter devant des Haïtiens», accuse-t-il.

## Libre-échange

Il ajoute un élément original pour expliquer le comportement inacceptable du gouvernement canadien, ses atermoiements, ce que certains observateurs ont qualifié de naïveté.

«C'est peut-être là une des conséquences insoupçonnées du libre-échange avec les États-Unis. On dirait que ce sont les États-Unis qui agissent là-bas, par

Canada interposé. On a la désagréable impression que notre gouvernement, pour une raison qu'on finira peut-être par apprendre, prend des positions que les États-Unis ne pourraient se permettre de prendre», déclare Roger Valois, qui ne se montre pas particulièrement tendre pour l'ambassadeur canadien, M. Laverdure. Comme, d'ailleurs, tous les membres de la délégation.

Dès l'arrivée de celle-ci, en effet, une visite à l'ambassade leur fait comprendre qu'on a hâte de les voir repartir. «Si l'ambassadeur n'est pas en mesure de constater que l'armée a constamment protégé les macoutes qui ont saboté le processus électoral, c'est peut-être qu'il n'est pas allé ailleurs que dans les beaux

quartiers, qu'il n'a pas pris contact avec le vrai monde. Pour ne pas voir, pour ne pas entendre, il fallait vraiment le faire exprès», soutient Roger Valois.

## Le CNG doit partir

Le Conseil national de gouvernement dirigé par le général Henri Namphy a fait la preuve, aux yeux de la délégation, de son incapacité de conduire le pays à l'aboutissement d'un processus électoral démocratique. «Le CNG doit partir», ont déclaré de façon unanime les délégués québécois.

«Le sens du vote, selon le pasteur Goldberger, ne consistait pas tellement en une course aux candidats qu'en une volonté de barrer la route aux macoutes. On a vu des gens persister à aller voter sous les mitraillettes et sous les balles. C'est vraiment un peuple sans armes, qui lutte les mains nues pour sa liberté.»



Un bureau de vote, après le passage de l'armée.

## Une sœur dépareillée...

À Cap-Haïtien, au nord de l'île, où le Père Albert Beaudry et lui avaient été délégués pour le vote, Roger Valois a été impressionné par la force de caractère et le leadership d'une religieuse québécoise de la congrégation St-Joseph de St-Vallier, sœur Denise Delage.

«C'est une fille de Québec qui, après 25 ans dans le pays, a encore intact son accent, raconte Roger. Elle ne reste pas dans le monastère mais se tient dans le peuple. Je te jure qu'elle ne fait pas seulement dans le spirituel; elle s'occupe aussi des vrais problèmes».

Il raconte une anecdote. Le curé du lieu hésitait à transmettre le message des évêques invitant la population à aller voter et à participer à l'instauration de la démocratie. Elle lui a dit: «laissez-faire, mon père, je vais m'en occuper». Et c'est elle qui est montée en chaire pour faire l'homélie...

## Couper au plus tôt le support financier

S'il y a un message clair qui se dégage du témoignage de la délégation québécoise, c'est bien l'urgence que le Canada coupe tout support financier direct ou indirect à la junte militaire. Seule devrait demeurer l'aide à des organismes non gouvernementaux et populaires qui travaillent sur le terrain avec le peuple.

«C'est un régime qui tient par l'argent et la terreur. L'argent, c'est vous qui la donnez. Coupez les fonds et la terreur, on va s'en occuper, ici». Voilà un appel qui a été répété à plusieurs reprises par des Haïtiens qui veulent, en dépit de tout, poursuivre la lutte pour la démocratie.

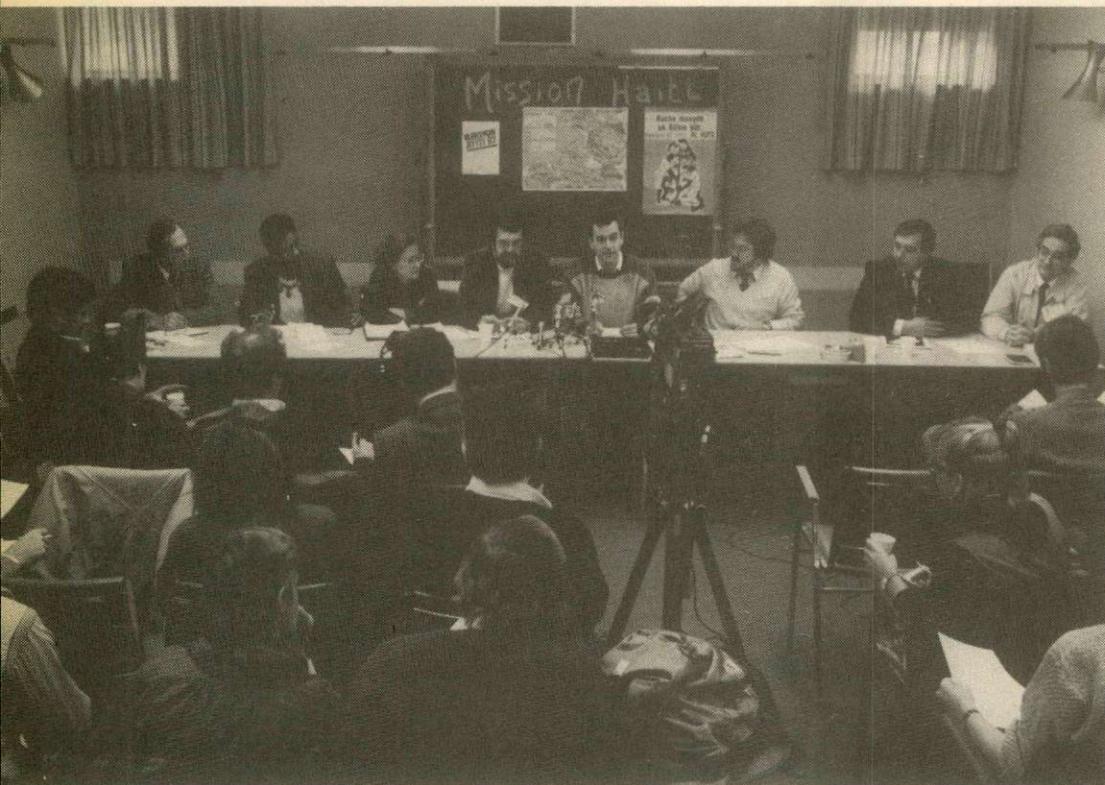
### Questionner

«Il faut que de partout surgissent des questions au gouvernement sur l'aide versée à Haïti. Des châteaux se construisent encore, l'armée est suréquipée et habillée en neuf. L'argent ne se rend pas au peuple. Il est confisqué pour soutenir la répression», selon les délégués, qui tiennent ces certitudes de

nombreuses rencontres faites sur les lieux mêmes.

«On a laissé derrière nous des gens qui nous ont beaucoup aidés; mais nous savons qu'aujourd'hui, ils risquent une répression sauvage. Cela nous inquiète au plus haut point», ont-ils confié en conférence de presse. Par ailleurs, plusieurs ont tenu à souligner le travail exceptionnellement courageux de la presse durant ces événements. «S'il y a un aspect positif à en tirer, a précisé le jésuite Albert Beaudry, c'est que les militaires et les macoutes ont été acculés à utiliser la terreur pour endiguer le processus démocratique. Mais cela s'est vu, cela s'est su et de ce fait, ne peut être oublié».

Quant à une intervention internationale, la délégation s'est montrée très prudente à cet égard. «Ce ne pourrait être qu'une solution de dernier recours, utilisée dans le seul cas où l'appel viendrait des démocrates haïtiens eux-mêmes», a déclaré M. Beaudry, réaffirmant sa confiance dans la capacité de résistance du peuple haïtien.



DES NOUVELLES DE  
BÉBÉ DOC!...



Huit Québécoises et Québécois se sont rendus à Haïti sous l'égide de la Fédération internationale des droits de l'homme, une organisation non gouvernementale accréditée auprès des Nations Unies, du Conseil de l'Europe et de l'Unesco. Les délégués du Québec ont séjourné dans ce pays du 23 novembre au 3 décembre.

Moins de douze heures après leur retour d'Haïti, la délégation québécoise faisait, en conférence de presse à Montréal, un rapport accablant sur ce qu'elle avait vu et entendu. Elle se composait de Albert Gras, de l'UPA, de Juanita Westmoreland-Traoré, présidente du Conseil des communautés culturelles de Pierre Goldberger, de l'Église Unie du Canada, de Jean Lafleur, rédemptoriste, membre de l'Entraide missionnaire, d'Élizabeth Garand, de Carrefour Tiers-Monde, de Yanik Harnois, de l'AQOCI, de Roger Valois, de la CSN et d'Albert Beaudry, jésuite, de la revue Relations.

La délégation est unanime: le gouvernement canadien doit couper toute aide financière au Conseil national de gouvernement (CNG) dirigé par le colonel Namphy. «C'est notre argent qui sert à financer la terreur», ont-ils soutenu.

# Le salon double

par Jean-Noël Bilodeau

**S**ur l'enfilade de caisses de bière, au milieu de l'allée, un gros chat s'affalait tous les après-midi. À le voir ainsi, personne n'aurait pu se douter que les temps vécus alors étaient difficiles.

En cette fin d'automne, on aurait dit que le soleil profitait d'un dernier plaisir en jouant de ses rayons à travers les grandes lettres blanches de la vitrine: «ADALAS EHT NOB EL». L'odeur du plancher huilé se mêlait paresseusement à celle des fruits mûrissant trop vite aux étalages. Une douce chaleur irradiait de la grille de fonte sur le plancher.

Berthe avait fait promettre à Gérard de ne pas s'éloigner d'elle. Il n'était pas question qu'il la laisse seule. Elle savait qu'elle n'en avait plus pour longtemps à vivre. Afin qu'elle puisse suivre des traitements chimiothérapeutiques réguliers, ils avaient déménagé sur la rue Lacordaire, à une demi-heure de l'hôpital Notre-Dame, et avaient acheté cette épicerie où l'on faisait crédit.

Mais dans ce quartier cintré d'industries où le taux de chômage variait autant que les saisons, le petit commerce ne pouvait suffire. Avec sa clientèle constituée de chambreurs, d'assistés sociaux, de familles à revenus modestes et incertains, les fins de mois ne balançaient jamais. Le

seul avantage était de permettre à Gérard d'être là, en bas, attentif au moindre appel de Berthe. Avait-elle quelque douleur, manquait-elle de médicaments, voulait-elle qu'il la conduise au médecin, il lui suffisait de l'avertir en cognant du talon sur le plancher du logis qu'ils occupaient à l'étage.

Depuis quelques semaines, les factures s'empilaient à côté du tiroir-caisse. Il arrivait plus fréquemment que des familles ne puissent payer leurs commandes. C'était toujours la même chose à l'approche de la saison froide. Les patrons des usines d'alentour préféraient fermer leurs portes plutôt que d'avoir à payer le chauffage en plus du salaire des ouvriers. Gérard s'inquiétait; il savait trop bien que les économies du ménage filaient à toute allure.

C'est Berthe qui eut l'idée de louer le salon double. «*Ce logis est vaste, trop vaste pour nous deux*», lui dit-elle.

«*On n'ouvre la porte de ces grandes pièces qu'aux grandes occasions, pour recevoir la parenté. Elles pourraient accueillir aisément un jeune couple. Il n'y a qu'à y installer un lit et un lavabo. Et s'ils ont besoin de prendre un bain ou d'utiliser le four pour cuisiner, ça sera toujours facile de les accommoder, tu ne trouves pas?*»

Gérard ne s'objecta pas. L'idée de Berthe permettrait de boucler le budget. Les deux pièces n'étaient ni refuge, ni repos. Séparées par des poteaux d'huiserie décoratifs encadrant une large ouver-

ture mitoyenne, elles ne servaient qu'à entreposer le surplus de mobilier. Pour permettre de garder la chaleur dans l'autre partie du logis, la porte en était toujours close. Depuis le vestibule au haut de l'escalier, on communiquait presque directement avec le salon double. Il suffirait de partager son utilisation. Comme ça, la cohabitation serait plus vivable. Quelques jours plus tard, dès que les pièces furent transformées en un logis convenable, Gérard plaça une affiche dans la vitrine de l'épicerie: «**GRAND SALON DOUBLE À LOUER. IDÉAL POUR JEUNE COUPLE**» Ils n'eurent pas à attendre longtemps.

Maggie Tourangeau, traînant par la main sa petite fille qui n'avait pas plus de cinq ou six ans, s'engouffra le matin même dans le magasin en annonçant à l'épicier qu'il venait de trouver ses locataires. «*Si le loyer me convient, je déménage aussitôt, lui lança-t-elle, et ne vous en faites pas pour ma fille, je peux vous garantir qu'elle est plus tranquille qu'un homme dans un jeune couple!*»

Gérard, surpris d'une telle fougue, répondit en bafouillant qu'il ne pouvait consentir sans l'approbation de Berthe. Maggie ne fit ni une, ni deux; elle grimpa à l'étage et, quelques minutes plus tard, en redescendit pour l'informer qu'avec Berthe, tout était réglé, qu'elle n'avait plus qu'à emménager. Ce qu'elle fit dans les heures qui suivirent.

Gérard confia à Berthe, ce soir-là, qu'il aurait préféré en savoir plus sur l'occupante de son salon double et sa fille. Surtout qu'elles n'avaient pour ainsi dire rien apporté avec elles, ni meubles, ni biens ménagers, tout juste deux valises toutes simples qui semblaient contenir peu de choses. Il se sentait, tout à coup, bizarrement à l'étroit, comme pris au piège. Il n'aimait pas se sentir bousculé. Cette façon de faire l'avait agacé. Berthe n'était pas du même avis. D'autant plus qu'une complicité s'était développée, spontanément, avec Maggie, lors de leur conversation. Gérard ne pouvait pas comprendre. Elle ne lui répondit pas.

Depuis que Maggie et sa fille vivaient dans la maison, Berthe n'avait pas autant besoin de Gérard. Elle ne cognait plus à travers le plancher pour qu'il vienne à son aide. La petite Isabelle, que Maggie accompagnait tous les jours à l'école, à l'aller comme au retour, d'un pas rapide, comme pour éviter quelque rencontre inopportune, était une enfant douce, qui ne faisait pas plus de bruit que le chat de l'épicerie. Gérard n'eut pas à s'en plaindre.

Cette année-là, l'hiver tomba dru. Une première tempête, sans crier gare, paralysa la ville. Les équipes de déneigement ne suffirent pas à la tâche. Un vent du diable traversait les murs et poussait le froid chez les moins abrités. Ceux qui s'aventuraient à l'extérieur n'allaient pas loin. Une poudrière tenace les fouettait au visage, leur coupait le souffle et les jambes, les obligeait à tourner sur eux-mêmes, à louvoyer comme un navire en détresse pour quelques pas à faire. Les écoles étaient fermées. Les transports en commun ne roulaient que sur les principales artères. Même les commerces, désertés, n'ouvrirent pas leurs portes. Gérard, qui n'aimait pas rester oisif, était cependant descendu ouvrir le sien, se disant qu'il pourrait profiter de l'absence de clientèle pour mettre à jour sa comptabilité, nettoyer quelques tablettes, ou, qui sait, dépanner un client imprévoyant. En débarrassant le porche et les marches d'accès, son regard fut attiré par une ombre, de l'autre côté de la rue. Ou plutôt par un regard, dont il se rappelle l'avoir vu briller quelques secondes comme une étincelle. Cette ombre avait forme humaine, mais la tempête ne permettait pas de l'identifier. Quelques secondes plus tard, elle avait disparu dans la neige dense d'une bourrasque impromptue.

La fenêtre du salon double donnait sur la rue. Maggie aussi avait vu l'ombre. Elle recula d'un bond, prit sa fille dans ses bras et ne chercha même pas à dissimuler le tremblement qui lui vint, en la serrant sur sa poitrine. Elle éteignit la lumière et ferma les rideaux.

JE  
BON  
T

L'état de santé de Berthe se détériorait à vue d'œil. Quand l'effet des drogues qu'on lui administrait venait à s'affaiblir, la douleur devenait insupportable. Elle qui n'avait jamais juré, hurlait sa révolte des nuits entières. Elle dut séjourner à l'hôpital, subir des radiothérapies, qui

lui enlevaient ses dernières énergies. Le médecin traitant ne cacha pas qu'il restait à sa patiente peu de temps à vivre.

Puis, ce fut l'accalmie. Quelques jours avant Noël, l'ambulance ramena Berthe chez elle. Les infirmiers aidèrent

Gérard et Maggie à l'étendre doucement dans son lit. Sa maigreur ne laissait plus de doute sur son sort, mais la sérénité qu'on lisait sur son visage aurait rassuré un incrédule.

La locataire partagea avec le couple ces moments difficiles. Gérard écourtait ses séjours au magasin pour vivre avec Berthe le temps fuyard qui leur restait. Quand Gérard partait, c'est elle qui prenait la relève auprès de la malade. Une tendresse égale semblait dorénavant lier Maggie et Berthe.

Berthe, parfois, sous l'effet des puissants sédatifs, divaguait, mais la plupart du temps, au contraire, ses conversations relevaient d'une rare clairvoyance. Il était cependant difficile de partager ses mondes artificiels et sa réalité. C'est ainsi qu'un jour, elle raconta à Maggie, d'une voix douce, en lui serrant la main, qu'elle «ne partirait pas». Était-ce parce qu'elle craignait mourir? Ou parce qu'elle voulait faire sentir à sa compagne son désir de prolonger cette nouvelle amitié?

«C'est un rêve, disait-elle; la mort est une illusion. Je ne crois pas que les choses naissent et meurent, comme on veut bien le voir avec nos yeux d'aveugles et nos petits raisonnements. Je sais que je ne meurs pas».

«C'est l'éternel recommencement, avouait-elle d'un ton inspiré. Nous sommes de vieilles mémoires, de vieilles âmes voyageuses dont on dit qu'elles nous incarnent. Toutes les amours ont été vécues. Toutes les guerres se répètent. C'est ça qu'il faut comprendre!» Berthe serrait la main de Maggie avec plus de force.

L'amour, la guerre, la vie, la mort, c'était trop. Maggie aurait bien aimé pouvoir lui répondre, mais elle ne pouvait pas. Ça ressemblait aux questions d'Isabelle. À elle, c'était facile de ne rien dire en lui relançant que c'était des choses qu'elle comprendrait plus tard. Mais à Berthe, qui allait mourir, que pouvait-elle répondre?

«Tu veux un peu de thé? lui demanda-t-elle. Du thé, ça détend. Ça calme les nerfs. Attends, je vais aller te le

préparer!» Berthe, impuissante devant la compassion de sa compagne, la main pendante, le regard triste, la regardait s'en aller, espérant que Maggie comprenne qu'elle n'attendait pas de réponse, seulement son retour.

Quand l'homme se présenta à l'épicerie, Gérard crut le reconnaître, mais il ne pouvait se rappeler dans quelles circonstances il l'avait rencontré. Cette impression de déjà-vu lui trottait dans l'esprit, lorsque le personnage lui demanda s'il connaissait «une femme, qui s'appelait Maggie!». L'individu insista pour la rencontrer, lui disant qu'il était urgent qu'il parle à la locataire. Intrigué par cette façon de faire, Gérard hésita. «Je ne sais pas si elle veut vous recevoir. Puis-je lui dire qui vous êtes?» demanda-t-il à l'homme. «Ce n'est pas nécessaire. Elle sait!» lui répondit l'autre sèchement, d'un ton presque autoritaire et gênant.

C'est de mauvaise grâce que Gérard partit quérir Maggie.

– Qui?

– Je ne sais pas. Il dit qu'il veut vous voir, mais qu'il ne veut pas monter.

– Je descends!

Maggie, nerveuse, prit son manteau et suivit Gérard sur le trottoir, face à l'épicerie, où l'autre se trouvait. Les laissant à eux-mêmes, Gérard s'esquiva rejoindre sa clientèle impatiente de compléter les préparatifs de la boustifaille des Fêtes.

Depuis quelques jours, l'épicerie débordait d'activité. Même le lourd chat gris avait fui la cohue et s'était camouflé à la cave, derrière la fournaise. Gérard ne trouvait plus le temps de monter voir sa malade aussi souvent qu'il l'aurait voulu. De temps en temps, on le voyait lever la tête vers le plafond, le regard désesparé. S'il n'en avait tenu qu'à lui, l'épicerie serait close depuis le retour de

# T... GALAD

Berthe, mais elle avait insisté pour que tout continue comme avant. Elle se lassait des préoccupations avenantes de l'entourage et préférait voir autour d'elle les gens s'agiter à leurs occupations coutumières. C'était sa manière, maintenant, de voir les choses.

Maggie ne resta pas longtemps avec l'inconnu. Elle remonta à l'étage et s'enferma dans le salon double.

Cet après-midi là, Gérard vit Isabelle revenir de l'école, l'air buté, silencieuse, pendue à la main de l'homme, qui lui parlait en marchant. Quand Gérard

monta, à l'heure du souper, la porte du salon double était fermée. Il entendit, maladroitement étouffée, une conversation où les partenaires cherchaient à camoufler leurs émotions trop contenues. Il comprit que l'homme s'était attardé.

– *Qu'est-ce qui te prends de tourner comme un ours, en rond, dans sa cage?*

Berthe suivait le manège de son mari, faisant les cent pas au pied du lit.

– *Tu trouves ça normal! Un inconnu dans notre maison! Qui nous dit qu'il ne s'y installera pas? Qui nous dit qu'il n'amènera pas le trouble?*

Gérard n'avait jamais été dans un état semblable d'excitation. Berthe ne le connaissait pas sous un tel jour.

– *Mais qu'est-ce que tu peux bien t'imaginer? Le père d'Isabelle n'est pas un inconnu.*

– *Le...?*

Gérard s'arrêta net, bouche bée. La révélation de Berthe eut l'effet de le paralyser. Elle-même s'en trouva gênée, n'en revenant pas de la naïveté de son mari.

– *Tu ne savais pas? dit-elle. Je pensais que tu savais que Sylvain Tourangeau n'habitait plus avec sa femme et sa fille. La surprise, c'est qu'il soit ici, pas qu'il n'y soit pas. C'est peut-être le recommencement!*

– *Le recommencement? Le recommencement de quoi?...*

Il n'eut pas de réponse immédiate. Tous deux venaient d'entendre des coups sur la cloison, puis la porte du salon double s'ouvrit et se ferma. Ils se turent, attentifs. Il y eut des pas dans le vestibule, ensuite dans l'escalier. Maggie reconduisait son compagnon. Quelques secondes plus tard, ils entendirent Maggie refaire le chemin inverse. Puis, tout devint silencieux.

C'est alors que Berthe raconta à Gérard l'histoire de Sylvain Tourangeau, ou plutôt l'histoire d'amour qui a tourné mal entre lui et Maggie, la locataire de leur salon double. Le récit fut bref et

raconté à voix basse, d'un ton étouffé, de manière à ce que ne soit pas effacé l'illusion du secret.

*«Il n'y avait pas meilleur mécanicien que lui. Quand l'un des contremaîtres de la G.E., cette compagnie américaine solidement implantée ici, fit appel à ses services, Sylvain Tourangeau se voyait entrer par la grande porte. Le salaire avantageux et les nombreuses heures supplémentaires lui firent oublier les humiliations fréquentes dont il pouvait être victime de la part des patrons de cette usine où l'on ne se gênait pas pour accélérer la production en obligeant les ouvriers à des cadences impossibles, à exiger toujours plus sans permettre la moindre incartade, la moindre récrimination.*

*«Sylvain en était même venu à concevoir la réussite de la compagnie comme sa réussite personnelle. Ses patrons n'avaient aucun reproche à lui faire. Quand ils décidèrent de fermer l'usine, sans avertir, Sylvain ne voulut pas comprendre. Quand ils accusèrent le nouveau gouvernement d'avoir obligé cette fermeture en accordant des subventions à des concurrents, Sylvain maudit son gouvernement. Il ne comprenait pas qu'il pouvait être victime de la stratégie de ceux-là qui quittaient son pays pour satisfaire quelque idée politique contraire aux volontés de la démocratie. Ce qu'il comprit, c'est qu'il avait perdu l'emploi de sa vie par la faute d'autres que lui. Il s'en révolta.*

*«L'humiliation engendre l'humiliation, poursuivit Berthe, et l'injustice engendre l'injustice. La violence engendre la violence. C'est ça le recommencement! Et Sylvain fut, comme les autres, entraîné dans ce destin. Les jours passèrent. Sylvain ne trouva pas d'emploi. Les dettes s'accumulèrent. Sylvain perdait confiance; son caractère s'assombrissait malgré les encouragements de Maggie.*

*«Rien ne venait à leur secours. La perte de cet emploi signifiait, pour Sylvain, la mort lente. Un soir qu'il*

*rentra saoul de déprime, l'orgueil bafoué, l'homme, se voyant impuissant à contrer un tel sort, perdit les sens et s'en prit à ses proches. Il accusa Maggie, la rendit coupable de leur malchance. Il était devenu sourd à ses gestes de tendresse, qu'il identifia à la pitié. Et, quand, excédée de son attitude irraisonnable, elle répliqua, il la gifla!*

*«Au matin, avant même qu'il ne soit debout, Maggie avait pris sa décision. Même si elle l'aimait, elle ne lui permettrait pas de répéter son geste. Elle avait habillé Isabelle en silence et l'avait quitté, faisant de lui cet homme en colère que tu as vu, l'autre soir, dans la tempête».*

L'épicier ne dort, cette nuit-là que d'un œil. Qu'allait-il devenir, maintenant que ce Sylvain était de retour? Ce ne serait plus pareil. Devrait-il rester aux aguets, par prudence? Et si celui-là venait, dans sa folie, s'en prendre même à lui? Elles auraient dû le prévenir. *Maintenant, il était peut-être trop tard?*, s'interrogeait-il sans relâche.

La veille de Noël s'annonçait mal. Il bougonnait à l'ouvrage. Plus la petite épicerie connaissait l'achalandage, plus Gérard désenchantait. Et que pourrait-il faire si Berthe, laissée seule, nécessitait quelque soin? Il aurait dû insister pour que Maggie soit présente. Mais elle était partie tôt, pour quelque course, et l'avait prévenu de ne pas s'inquiéter pour la petite Isabelle, qui se débrouillerait seule en l'attendant.

*«Tout va bien. Cessez de vous en faire pour nous!»,* lui avait dit Maggie en partant, *il n'y en aura pas de «recommencement» comme Berthe raconte. Je crois pas à ça, qu'il faut toujours vivre les mêmes bêtises!»*

Au milieu de la journée, Gérard prêta, tout à coup, une oreille attentive. Il ne rêvait pas. C'était bien des coups qu'il entendait. Il s'arrêta de travailler. Écoute à nouveau. Rien. Il s'était peut-être trompé. Pourtant, malgré le tintamarre qui régnait dans le magasin, il lui semblait avoir entendu un coup sourd sur le plancher. C'était peut-être son imagination. Le

manège se répéta plusieurs fois. Si Berthe avait eu besoin de lui, elle n'aurait pas cessé de cogner jusqu'à ce qu'il réponde. C'était peut-être la petite...

Cette fois, il ne pouvait se tromper! Il venait d'entendre plusieurs coups, puis comme un corps lourd qu'on traîne sur un plancher. Et, quelques minutes plus tard, quelqu'un descendre l'escalier! Gérard, oubliant qu'il servait une cliente, s'élança vers la porte d'entrée, mais il ne distingua rien. Coûte que coûte, il lui fallait se rendre à l'étage.

Ils eurent beau consulter leurs montres et tempêter contre cette fermeture inopinée, Gérard demeura impassible. Les derniers clients partirent en maugréant contre l'épicier insensible. La veille de Noël, on aura tout vu!

Gérard, une fois l'épicerie close, s'élança dans l'escalier. Il avait la certitude qu'un drame venait de s'y dérouler. Il s'imaginait le pire. Quand il pénétra dans le logis, il fut surpris de ne pas entendre un seul bruit. Sa première pensée fut pour Berthe. Il courut à la chambre. Le lit était vide. Gérard était désespéré. Berthe! Elle était peut-être morte!

Il sortit de la chambre. Un mince filet de lumière émanait de la porte entrouverte du salon double. Il s'approcha. *Cogna. Peut-être que la petite Isabelle avait tout vu, qu'elle savait!*

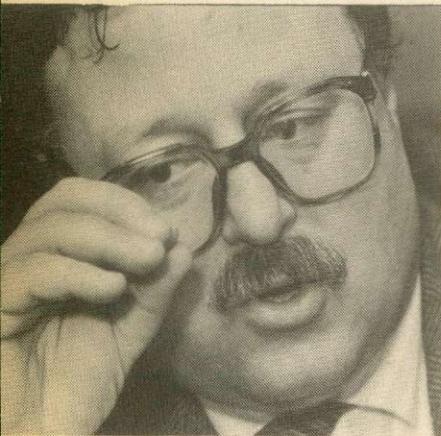
Il poussa vivement la porte et, d'un seul coup d'œil, aperçut au beau milieu du salon double un magnifique sapin tout décoré, enguirlandé de lumières, de ouate, de boules multicolores et de glaçons étincelants, plein les branches. Là, devant, étendue sur le petit divan des locataires, la tête et les épaules soulevées sur des coussins et des oreillers, Berthe le regardait en souriant. L'émerveillement dans ses yeux n'avait d'égal que l'excitation d'Isabelle autour du conifère. Gérard se sentit rassuré.

Au pied de l'arbre, accroché maladroitement, était écrit, griffonné sur une torsade de papier crêpé: *«Maggie je t'aime encore!»*



# Santé mentale: la leçon italienne

par Martine D'Amours



Rino Giuliani

L'hôpital San Giovanni existe encore, aux limites de la ville italienne de Trieste. Mais il n'est plus un lieu d'enfermement pour malades mentaux. Plusieurs «patients» vivent aujourd'hui en ville et ceux qui demeurent à San Giovanni circulent librement hors de

l'hôpital. Les «gens de la ville» viennent aussi faire leur tour dans l'ancien asile, dont une partie a été transformée en logements; des groupes communautaires y louent des locaux; bref, l'hôpital est aujourd'hui partie prenante de la cité.

**T**rieste a été, dans les années '60, le berceau de l'expérience italienne de désinstitutionnalisation des patients psychiatriques. Une loi votée en 1978 est venue étendre ces principes à tout le pays; elle établit que la santé mentale est une question sociale, promeut des structures alternatives à l'hôpital et interdit explicitement la construction de nouveaux hôpitaux psychiatriques.

## Fin de «l'hospitalocentrisme»

M. Rino Giuliani, coordonnateur des politiques sociales et ancien secrétaire du Syndicat des travailleurs de la santé de la Confédération générale italienne du travail (CGIL), participait au colloque international sur «La Santé du Monde» organisé par la CSN du 8 au 13 octobre dernier. Les leçons qu'il a tirées de l'expérience italienne ont suscité un grand intérêt chez les délégués québécois, et pour cause: la désinstitutionnalisation, la «désins» pour les intimes, figure en bonne place à plus d'un ordre du jour gouvernemental.

L'élément le plus important du modèle italien, a expliqué Rino Giuliani, c'est que l'hôpital n'est plus le noyau central de l'intervention auprès des personnes qui souffrent de problèmes mentaux. Le cœur de l'intervention se situe maintenant dans la communauté; plus précisément, c'est le centre de santé mentale, où travaille une équipe multidisciplinaire, qui réfère aux différentes ressources – hôpital, centre de crise, appartement supervisé etc. – et visite les bénéficiaires à domicile ou dans leur famille. Les employés des anciens asiles ont suivi les malades dans ces nouvelles ressources. Enfin, la «désins» à l'italienne s'est opérée de façon décentralisée, laissant beaucoup de pouvoir aux régions dans le choix et la gestion des structures.

## Pas un moyen d'économiser

«Nous sommes favorables à la désinstitutionnalisation, affirme Michèle Lévesque, éducatrice à l'hôpital Louis-H.-Lafontaine et responsable du comité «désins» de la FAS-CSN. Seulement, il faut éviter le «dumping» de bénéficiaires; la sortie des malades des hôpitaux doit donc s'appuyer sur des ressources adéquates. C'est pourquoi nous posons toujours la question des nouvelles ressources à créer, lesquelles et comment?»

L'Italien et les Québécoises sont rapidement tombés d'accord sur un point crucial: si la «désins» est envisagée par les gouvernements comme un moyen d'économiser de l'argent, elle est d'avance vouée à l'échec. Non seulement risquons-nous alors, comme ce fut le cas dans les États-Unis de Reagan, de créer des milliers de nouveaux itinérants, mais aussi de reproduire l'asile à plus petite échelle.

Carol LeBel, psychologue membre de la FPPSCQ-CSN et l'un des responsables de la journée du colloque consacrée à la santé mentale, estime que les expériences québécoises de désinstitutionnalisation visaient un objectif comptable plutôt qu'une véritable réinsertion sociale: «On a tenté de vider Louis-H. Lafontaine en ouvrant de petits pavillons d'accueil. Au lieu de 2,000 patients, il y en a 25, mais on y fonctionne avec les mêmes règles qu'à l'asile. Le patient reçoit sa dose de médication; un autobus spécial l'amène jusqu'à la clinique externe de psychiatrie; il ne prend même pas le métro! Le ghetto demeure intact».

## Travailler autrement

Selon Rino Giuliani, une véritable désinstitutionnalisation coûte aussi cher que le système traditionnel. Elle suppose non seulement que les ressources financières soient investies dans la communauté qui reçoit les bénéficiaires mais aussi que les travailleurs, les

usagers et les citoyens aient été préparés et mis dans le coup.

La préparation des intervenants est particulièrement critique. Selon Louise Blais, infirmière-politicologue et l'une des personnes-ressources au Colloque, si on ne les prépare pas à travailler différemment, la désinstitutionnalisation risque fort de tourner court. «À Boston, illustre-t-elle, on a mis sur pied des structures légères en milieu ouvert, dans lesquelles on a transféré les intervenants, mais sans préparation adéquate. Alors, ils ont maintenu le rapport hiérarchique propre à l'institution et quand un malade entrainé en crise, ils avaient le réflexe de le renvoyer à l'hôpital, tout simplement...»

Et comment réagissent les travailleuses et travailleurs à l'idée de modifier radicalement leur façon d'intervenir avec les malades? «Beaucoup ont peur et c'est normal, répond Michèle Lévesque. La sécurité de l'institution ne vaut pas seulement pour les bénéficiaires, mais aussi pour les employés. Quand ça fait 20 ou 30 ans que tu travailles en institution, et que tu y assumes les mêmes fonctions, c'est très insécurisant de te déprogrammer, de changer ton approche, de travailler dans une ressource plus petite. Mais depuis deux ans environ, le syndicat de Louis-H.-Lafontaine tente d'amener ses membres à critiquer les façons de travailler: le recours à l'isolement, à la surmédication, le gavage. Nous tentons d'amener les gens à trouver des alternatives à ces pratiques».

### **Le rôle des syndicats**

On a parfois dit que la réforme italienne s'est faite malgré les syndicats. «Faux, répond Rino Giuliani. Bien sûr qu'il y a eu des résistances mais la majorité des travailleurs de la CGIL ont donné leur accord parce qu'ils savaient bien ce qui se passait à l'intérieur des institutions». Avant la réforme, l'Italie vivait encore à l'heure des asiles fermés, des électro-chocs et des lobotomies. Selon Giuliani, les syndicats ont un devoir de solidarité envers les marginalisés de la société. Comme en écho, Louise Blais a invité les participants du Colloque à prendre une place sans équivoque dans la remise en question de l'hôpital, tout aussi éclaté et décentralisé soit-il, comme lieu premier et principal de traitement de la folie et de la souffrance affective. «Au nom

même de la solidarité, a-t-elle fait valoir, le mouvement syndical a la responsabilité de proposer d'autres lieux, d'autres façons de faire un travail qui est par ailleurs socialement nécessaire».

Les syndicats italiens ont joué un rôle important dans la réforme de la psychiatrie: ils ont discuté les projets de loi, fait pression pour leur réalisation, sensibilisé les travailleurs et la population. Le représentant de la CGIL estime qu'ils doivent aussi prendre en charge le besoin de requalification professionnelle des employés concernés et négocier les objectifs, les priorités et l'utilisation des ressources.

L'expérience italienne n'est pas parfaite. Certaines régions sont moins avancées que d'autres; il reste à intégrer les ressources sanitaires et sociales, à trouver réponse au problème de la chronicité. Mais Carol LeBel en retient quelques balises majeures susceptibles d'inspirer une «désins» québécoise: décentralisation, vision sociale plutôt que médicale, travail en équipes multidisciplinaires. «Il faut, dit-il, briser le schéma de l'hôpital comme noyau central des services et faire éclater la vision pyramidale avec le médecin en haut».

Cela suffira-t-il pour mettre fin à la marginalisation des individus fragiles et pour instaurer un nouveau rapport entre l'intervenant et le malade? «La désinstitutionnalisation n'est que le début, estime Carol LeBel. Il restera encore à travailler pour que l'individu plus fragile ait une place dans la collectivité, qu'il ait un travail, des conditions de logement et d'alimentation convenables, un réseau social et affectif. Si éviter l'institutionnalisation signifie assurer une place pour chacun, y compris avec ses handicaps, c'est une tâche qui ne sera jamais terminée».

De cet énorme édifice à bâtir, les travailleuses et travailleurs de la santé constituent la charnière: ceux et celles qui travaillent avec les malades sont aussi les mieux placés pour démystifier la «maladie mentale», pour informer et sensibiliser la population. Sans vous, messieurs-dames, pas de réforme possible...



Michèle Lévesque

Les réactions  
des délégué-e-s  
québécois

Au terme de cette semaine de discussions, le bulletin de santé de la solidarité syndicale internationale était excellent: les battements de cœur s'étaient maintes fois accélérés et jusqu'aux derniers moments on a su éviter

les refroidissements, la perte de mémoire et la paralysie collectives. Que retiendront les délégué-e-s québécois au colloque sur «La Santé du Monde»? Comment y donneront-ils suite? NOUVELLES CSN a voulu prendre leur pouls.

## «AGIR LOCALEMENT»

Diane Gingras, infirmière à l'hôpital Honoré-Mercier de St-Hyacinthe (FAS-CSN) et travailleuse à temps partiel dans une ressource alternative en santé mentale.

*«Concernant la santé au travail, j'ai trouvé important qu'on parle des connaissances des travailleurs et des travailleuses, qu'on revendique la démystification et le partage du savoir des spécialistes.*

*«Côté santé mentale, le modèle italien était nouveau et intéressant pour moi, ainsi que tout le questionnement à savoir si notre travail sert à cautionner des formes d'exclusion, à nier les différences et à maintenir un contrôle social répressif. Je crois qu'il faut questionner le rôle central de l'hôpital mais se dire en même temps que si on sort le traitement en santé mentale des hôpitaux, ce n'est pas pour reproduire le même modèle ailleurs, en plus petit.*

*«On n'a pas à attendre une révolution sociale qui entraînerait le déclin de la psychiatrie. «Chercher à aller au-delà de la psychiatrie, c'est déjà travailler à l'accouchement d'une autre société», rapportait une des personnes-ressources. Il nous faut penser globalement mais agir localement. Ne pas même attendre d'avoir tout le syndicat de son bord, mais commencer, à deux ou trois, à questionner les façons de*

*travailler, à poser des gestes différents. Notre pouvoir est petit mais on doit s'en servir pour changer des choses à petite échelle; par exemple: les règlements sur le téléphone, les cures fermées, etc.»*



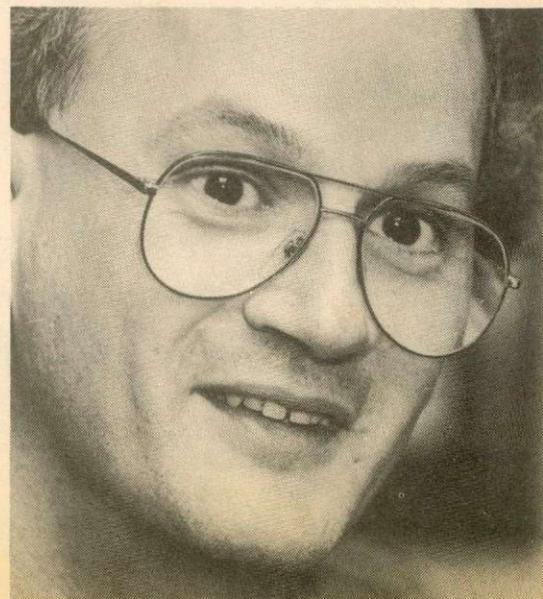
Diane Gingras

## «PRENDRE CONSCIENCE DE NOTRE RÔLE SOCIAL»

Jean David, préposé aux bénéficiaires à l'hôpital Sacré-Cœur (FAS-CSN)

*«C'est mon premier colloque international. J'ai le sentiment de participer à un événement important, à un regroupement international qui se dessine à travers le problème de la santé. J'ai l'impression d'être renseigné sur la problématique de la santé au niveau mondial, de sortir du seul contexte de notre convention collective.*

*«Parmi les éléments que j'aurai à cœur de ramener dans mon syndicat, il y a l'idée qu'à travers nos revendications, on doit aussi faire entrer la réalité du travail sur la santé. Nous sommes des travailleurs de la santé: nous travaillons pour la santé, pas seulement pour travailler. Je crois qu'une des façons de nous mobiliser sur nos conditions de travail, ce serait de prendre conscience de notre rôle social comme travailleurs et travailleuses de la santé et de prendre en charge l'organisation de notre travail en fonction de cet objectif-là.»*



Jean David

## «PENSER GLOBALEMENT»

**Gisèle Rousseau**, professeur en techniques infirmières au cégep de Jonquière (FNEEQ-CSN)

*«J'ai apprécié qu'on nous propose une vision globale de la santé, dans ses dimensions politico-économique, socio-culturelle, individuelle et collective. Ce modèle global, c'est notre seule chance de nous en sortir dans le secteur public, parce que les problèmes qui nous confrontent quotidiennement sont tellement gros... Sans vision globale, on n'arrive pas à voir par où passent les solutions.»*

*«Ce colloque nous rappelle également qu'il se passe énormément de choses intéressantes en santé à l'extérieur du secteur public: dans les centres de santé de femmes, les maisons d'hébergement pour femmes violentées, les groupes communautaires en santé mentale. C'est triste en même temps: pour les femmes violentées par exemple, j'ai l'impression qu'il ne se passe à peu près rien d'intéressant dans le réseau officiel; c'est dans le réseau communautaire que les choses bougent, mais avec un tel manque de ressources...»*

*«Le système public est bâti sur le modèle médical. Pour développer une vision plus sociale, nous avons beaucoup à apprendre de ces initiatives dans lesquelles des gens prennent leur santé en mains. La tâche syndicale à faire, et je trouve que ce colloque commence*



**Gisèle Rousseau**

*à la faire, c'est d'aller voir ce qui se passe à l'extérieur, d'essayer de l'appliquer, de créer des liens avec ces groupes et même d'accepter qu'ils aient de plus en plus de ressources.»*

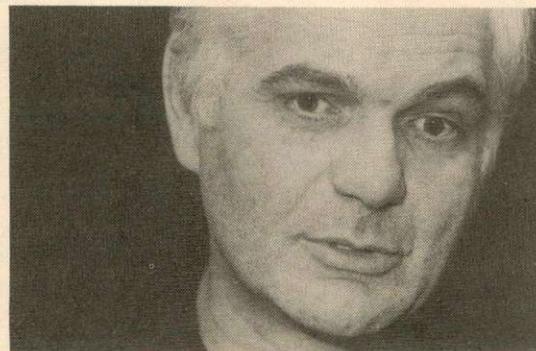
*«Avons-nous des pouvoirs pour modifier le modèle médical qui domine dans notre secteur? Le seul pouvoir possible est collectif. Pour reprendre du pouvoir, il faut aller sur le contenu, sur le «comment travailler». Les syndicats ont peut-être le défi de revenir à une véritable formation sur le contenu même du travail et je trouve que le colloque est un pas dans cette direction.»*

## «NOUS FAIRE ENTENDRE AU PLAN POLITIQUE»

**Serge Bouchard**, président du syndicat des techniciens de Télé-Métropole, vice-président de la FNC et membre du comité confédéral de santé-sécurité.

*«Parmi les éléments les plus enrichissants de ce colloque, je retiens les interventions des délégués internationaux qui nous ont parlé des énormes problèmes de santé et des souffrances de leur peuple. Sans nous en rendre coupables, nous aurions peut-être à voir les moyens d'améliorer l'équité envers ces peuples. Les témoignages des représentants de la France et de la Suisse nous ont permis de constater l'intrusion chez eux des institutions sanitaires privées américaines. Cette information est très importante pour nous; elle nous invite à la plus grande vigilance.»*

*«Au niveau de la santé-sécurité, nos lois et nos conditions de travail sont peut-être plus avancées que dans bien des pays du monde mais je ne pense pas qu'elles apportent davantage à nos gens. Par exemple: au Brésil, l'inspecteur prend trois mois avant de se faire admettre dans l'usine pour faire enquête; ici, il vient peut-être immédiatement ou presque, mais qu'est-ce que cela change? quel pouvoir a-t-il? On a peut-être de meilleures lois mais elles ne sont pas nécessairement appliquées.»*



**Serge Bouchard**

*«Un autre aspect important a été souligné dans l'intervention du Dr Desrosiers qui a expliqué que l'amélioration et le maintien de notre régime de santé devra passer par l'action politique des travailleurs et travailleuses. Je ne pense pas qu'il s'agisse de créer ou de s'affilier à un parti politique mais d'influencer les décisions politiques, en utilisant la force de nos membres. Sur la santé comme sur d'autres problèmes, les travailleurs doivent se faire entendre sur ce plan-là s'ils veulent évoluer et maintenir leurs acquis.»*

Colloque CSN  
sur la SANTÉ  
DU MONDE

# Est-ce si gr

Depuis quelque temps, il ne se passe pas un mois sans que l'enseignement du français ne fasse la manchette des médias.

Les jeunes Québécoises et Québécois ne savent pas écrire, nous répète-t-on sans cesse. Ils parlent de plus en plus en anglais et ils regardent beaucoup plus les médias anglophones que les autres générations. Même les professeur-e-s de français font des fautes et ne savent pas leur grammaire. Retournons aux bonnes vieilles méthodes comme la dictée et l'analyse grammaticale. Augmentons le nombre d'heures consacrées à l'enseignement du français. Voilà, un peu caricaturalement, ce qu'on entend. Mais qu'en est-il au juste? Qu'en pensent les premiers intéressés, les profs, bien sûr, mais aussi les élèves qui reçoivent leurs cours?

**NOUVELLES CSN** tente dans le dossier qui suit de faire le point avec les uns et les autres. D'une part, Luc Latraverse a interviewé deux professeurs, membres de la FNEEQ-CSN, directement concernés par la question. D'autre part, Diane Lapointe a réuni en table-ronde trois jeunes de 15 ans, étudiantes en secondaire IV dans une polyvalente de la rive sud de Montréal, qui lui ont donné des réponses parfois surprenantes à ses questions...

**Alyne Boulanger,**  
chargée de cours à l'UQAM

Alyne Boulanger s'occupe de superviser les étudiantes et les étudiants de l'UQAM qui, dans leur formation de professeur-e-s de français, font des stages dans les établissements d'enseignement. De plus, elle agit comme analyste pour le ministère de l'Éducation pour les productions écrites de français en 6<sup>e</sup> année, celles-là, notamment, où les élèves québécois auraient fait si piètre figure, en 1985, comparativement aux Suisses, aux Français et aux Belges. Elle possède donc une bonne vue d'ensemble des programmes de français, des examens, des qualifications des professeur-e-s de français et des exigences de l'enseignement technique du français. Voici sa vision de la situation.

**NOUVELLES CSN:** Est-ce que la jeune génération est si mauvaise en français qu'on semble le dire, en comparaison des générations précédentes?

**Alyne:** C'est un problème large. Un des facteurs qui situe toute comparaison, c'est la prédominance de l'audio-visuel dans la société actuelle. Pour les jeunes d'aujourd'hui, se servir de la langue, ça veut d'abord et surtout dire parler. Il y a les médias qui les prennent presque au berceau. Ils écoutent plus de télévision que les générations précédentes et selon les sondages, ils en écoutent une part plus grande en anglais. C'est normal puisque nous avons assisté à un recul du français dans le champ culturel qui s'adresse aux jeunes; ne pensons qu'à la chanson et aux walkman, par exemple.

Or, il faut comprendre que, bien que le phénomène «oral» ne frappe pas uniquement la culture française, il est plus difficile en français de passer de l'oral à l'écrit. Nous avons une langue dont le code écrit est très complexe et il a été élaboré à une autre époque. Le même mot phonétique peut s'écrire de plusieurs façons.

## Des textes plus signifiants

Ceci dit, il ne suffit pas de pouvoir écrire des phrases sans faute. L'ordinateur le fera bientôt. Il faut se rendre à l'évidence que les jeunes d'aujourd'hui, particulièrement ceux qui ont suivi les nouveaux programmes de français initiés au début des années '80, produisent des textes beaucoup plus



**ALYNE BOULANGER**

signifiants que les générations qui les ont précédés. En 6<sup>e</sup> année, puisque j'ai l'occasion de lire plusieurs textes produits par les élèves de ce niveau, si on leur demande de décrire et d'exposer ce qu'ils ressentent face à un objet, un animal ou une personne, ils ont quelque chose à dire et c'est même étonnant de voir leurs descriptions, leur expressivité et leur argumentation.

Il faut noter que les nouveaux programmes de français commencent à peine à être vraiment maîtrisés par les enseignantes et les enseignants. Mais déjà, même si les outils didactiques ne sont disponibles que depuis un an ou deux, on remarque une nette amélioration par rapport aux élèves qui ont suivi le programme cadre de français des années '70 et qui ne disposaient d'aucun manuel.

## Le temps

**NOUVELLES CSN:** Es-tu d'accord avec ceux qui veulent qu'on augmente le temps consacré au français à l'école, pour corriger la situation?

**Alyne:** Non. Cela se ferait au détriment des autres matières qui sont importantes, elles aussi. Déjà, on coupe dans le temps consacré à l'éducation physique. Les jeunes ont beaucoup de choses à apprendre pour évoluer dans le monde d'aujourd'hui.

# ve qu'on le dit?

## La formation

**NOUVELLES CSN:** Justement, tu supervises les stages des apprentis-profs de français, à l'université. Trouves-tu leur formation adéquate?

**Alyne:** Parfois, je trouve que les étudiantes et les étudiants qui aspirent à devenir profs de français au secondaire et qui sont à l'université présentement ne parviendront pas à se trouver de job, parce qu'ils ne pourront pas répondre aux exigences des élèves. Durant leurs stages, ils se font demander par les élèves s'ils vont faire de la récupération en français, pendant l'heure du midi. Les étudiantes et les étudiants du secondaire commencent à réaliser l'importance du français écrit et ils se montrent assez exigeants.

Sauf que les stagiaires qui sont passés par le programme cadre des années '70, ne connaissent pas leur grammaire et qui plus est, ils n'ont même pas de cours de didactique de la grammaire, ni de grammaire, ni de linguistique, à l'université. Si on veut vraiment avoir des profs de français de cette génération-là, il faudra prendre les moyens.

## Une responsabilité politique

**NOUVELLES CSN:** Avec la venue massive d'allophones (bientôt 85% à la CECM) qui doivent désormais étudier en français, au Québec, comment perçois-tu leur motivation sociale à apprendre le français et les difficultés que cela comporte à l'école?

**Alyne:** Au départ, il est évident que la promotion politique et sociale de la langue française est indispensable et le rôle que joue l'école en est tributaire. Devant la valse-hésitation du gouvernement Bourassa, face à la Loi 101 sur l'affichage, il ne faudrait pas s'étonner si les jeunes et les allophones en particulier ne considéreront plus bientôt l'enseignement de la langue française comme une nécessité conjoncturelle à laquelle il faut momentanément, encore s'astreindre. ■

■ **Jean-René Plante,**  
professeur de français  
au cegep Montmorency, à Laval

**NOUVELLES CSN:** Comment considères-tu la qualité du français des étudiantes et des étudiants de niveau collégial?

**Jean-René:** Pour la très grande majorité, ils ont appris leur français dans le programme cadre à l'élémentaire-secondaire. Plusieurs ont donc beaucoup de difficulté à s'exprimer clairement. Mais il ne faut pas généraliser, ni être alarmiste. Il y en a d'excellents. Par exemple, nous avons envoyé deux étudiant-e-s de Montmorency au concours national de dictée des professeur-e-s de français du Canada (originaires de France ou qui enseignent dans les lycées canadiens). Or, ils se sont classés 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup>, sur 80 concurrent-e-s. C'est une étudiante d'un lycée d'Ottawa qui s'est classée première.

## Culture de consommation

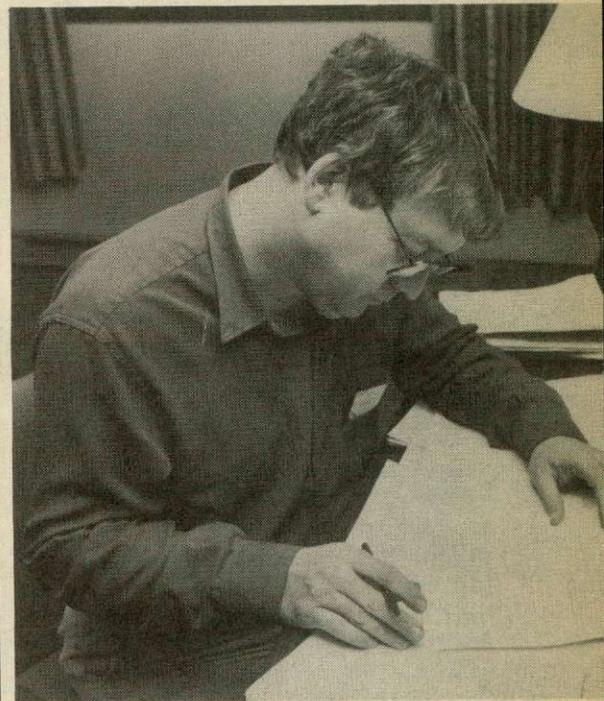
Ce qui est caractéristique des étudiantes et des étudiants d'aujourd'hui, c'est leur tendance à la facilité. Tout doit se faire vite, apporter des résultats instantanés. Notre société de consommation les encourage à avoir une culture de facilité. Elle dévalorise les outils intellectuels pouvant rapporter à l'individu, à long terme. La langue est justement un de ces outils. C'est la mission du collégial de faire comprendre cela aux étudiantes et aux étudiants. La langue, ce n'est pas un apprentissage qui vise à ne pas faire de fautes mais surtout, une connaissance qui procure des avantages pour jouir de la vie, pour travailler, pour évoluer dans le monde qui nous entoure, le comprendre et y participer.

**NOUVELLES CSN:** Que penses-tu de la recommandation du Conseil de la langue française de prolonger au niveau collégial l'enseignement technique de la langue française?

**Jean-René:** Cette tendance à mettre l'accent sur l'enseignement technique de la langue refait surface à chaque fois qu'il s'instaure une certaine panique. Il me semble bien plus déterminant que les alignements politiques sur la question de la langue et de sa promotion soient clairs et sans équivoque. Ce n'est pas le cas présentement et ce n'est pas ainsi qu'on peut motiver les jeunes et les sensibiliser à l'importance de la langue. Quand le

gouvernement lui-même agit comme si cela était relativement important, comment voulez-vous que les jeunes deviennent alors plus catholiques que le pape?

Malgré les difficultés réelles que nous avons constatées, il m'apparaît inutile de vouloir inférioriser les niveaux d'enseignement et de tenter de faire au collégial ce qui n'a pas été fait au secondaire. Il y a un âge pour tout. Un temps pour apprendre la dimension technique de la langue et un autre pour l'aborder comme outil intellectuel.



**JEAN-RENÉ PLANTE**

## Les mesures correctives

**NOUVELLES CSN:** Mais, y a-t-il lieu de prendre des mesures correctives ou de récupération pour corriger ces lacunes en langue écrite, au niveau collégial?

**Jean-René:** Il existe des cours de récupération en français dans les cegeps et certains collèges font passer un examen à l'inscription et obligent les étudiantes et les étudiants qui ne le réussissent pas à suivre ces cours.

Ici, à Montmorency, au département de français, nous accordons une importance de 10% au français écrit, dans tous les travaux. Nous avons également mis une grammaire et un dictionnaire dans chaque salle de cours.

# Oui et non,

## La responsabilité de tous les profs?

**NOUVELLES CSN:** Est-ce que les professeur-e-s des autres matières font leur part pour améliorer la qualité de la langue?

**Jean-René:** Cette question soulève plusieurs controverses. Il y en a une autre qui est survenue cette année dans notre collège entre des départements de sciences humaines et le nôtre, sur le rôle et les responsabilités de chacun. Des réunions inter-départementales ont dû se tenir pour traiter du problème. C'est bien beau de dire que les profs des autres matières doivent faire la correction du français. Mais il faut aussi réaliser le fardeau de travail que cela implique lorsque vous avez 150 travaux à corriger. Ce serait certes souhaitable que l'approche du français soit la même dans toutes les disciplines. Mais il n'existe pas de ressources suffisantes pour la réaliser.

La responsabilité de l'enseignement de la langue n'est pas uniquement l'affaire des profs. Il faut que toute l'institution en prenne charge. C'est ainsi que plusieurs collèges, dont Montmorency, se sont donnés des politiques institutionnelles de français.

## Conclusion

Ce que ces deux témoignages, et plusieurs autres que nous ne rapportons pas dans cet article, nous révèlent, c'est que la qualité de l'enseignement du français, qui a connu une phase difficile dans les années '70 pour toute une génération, retrouve avec les nouveaux programmes un niveau plus satisfaisant. D'autre part, il faut certes améliorer la qualité du français écrit mais cela ne devrait pas se faire aux dépens d'autres apprentissages aussi importants.

Pour exiger des enseignantes et des enseignants qu'ils accordent plus d'importance au français, il faudra leur donner les moyens de le faire sans alourdir davantage leur tâche d'enseignement, qui est déjà trop élevée. ■

**NOUVELLES CSN:** Êtes-vous satisfaites de l'enseignement du français dispensé dans vos institutions scolaires?

**Jacinthe:** Depuis que je suis au niveau secondaire, je trouve que l'enseignement du français s'améliore d'année en année. Les professeurs sont compétents. Mon apprentissage du français se fait plus facilement qu'auparavant. Au primaire, j'étais inscrite dans une école à aires ouvertes. Nous étions 80 par classe. Les élèves étaient tous assis par terre; les professeurs défilaient un par un devant nous avec, chaque fois, une matière différente. C'était très confus comme enseignement. Nous ne savions jamais précisément combien d'heures de cours de français nous aurions. Comparativement aux jeunes d'aujourd'hui, nous n'avons que très peu de devoirs à faire à la maison.

**Cathy:** Moi, au primaire, je n'aimais pas ça. On a rien appris sinon d'écrire aux sons. Au secondaire, les professeurs de

français nous ont tout enseigné. Depuis ce temps, les programmes de français se sont améliorés, semble-t-il.

**Caroline:** Pour ma part, j'ai eu beaucoup de difficultés à m'adapter au fonctionnement de l'école à aires ouvertes. En cinquième et sixième année, mes parents m'ont inscrite au collège privé. Là, j'ai appris la grammaire plus rapidement qu'à l'école publique, le programme de français étant plus accéléré. Maintenant, à cause du nouveau programme de français, je suis revenue à l'école publique.

**Q:** Croyez-vous que les enseignants accordent beaucoup d'intérêt à la qualité du français?

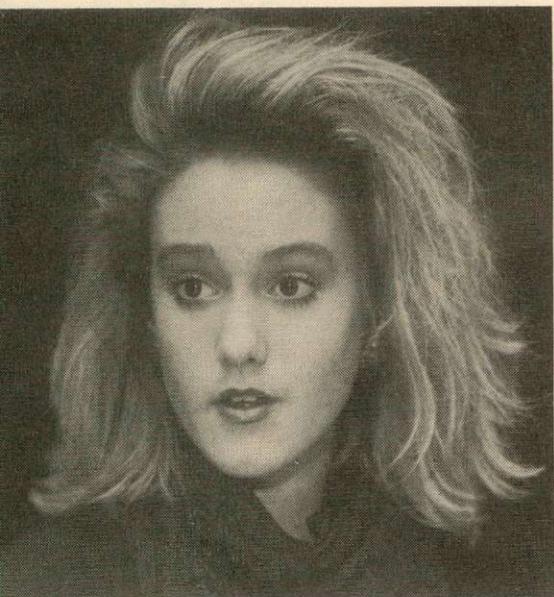
**Jacinthe:** Oui. Tous mes professeurs au niveau secondaire m'ont transmis le goût d'apprendre le français. C'est très important la manière de l'enseigner. Si tu n'aimes pas ton professeur, tu n'aimes pas le français parce que c'est difficile et ardu.



Caroline Lavoie

Propos recueillis  
par Luc Latraverse

# disent les jeunes



## Jacinthe Lavoie

Le professeur joue un rôle primordial dans l'apprentissage du français.

**Caroline:** Cette année, mon professeur ne semble pas trop motivé. Les cours de français étaient plus agréables l'an dernier.

**Cathy:** En secondaire IV, les élèves faisaient ce qu'ils voulaient. Je n'ai pas personnellement de difficultés en français mais c'était différent pour d'autres élèves. L'enseignement du français laissait à désirer.

**Q:** Qu'est-ce que vous aimeriez voir amélioré dans l'enseignement du français?

**Jacinthe:** Il serait primordial de dire aux étudiants à quoi vont servir tous ces apprentissages. Analyser une action dans un texte ne me semble pas prioritaire. Le vocabulaire et l'écriture, par contre, sont des matières importantes. Les élèves écrivent très peu maintenant et sont désireux d'écrire plus fréquemment. Une dictée obligatoire à chaque cours serait un bon moyen pour apprendre l'orthographe.

**Caroline:** L'écriture, c'est la base du français. Savoir structurer les phrases, c'est très utile. Lorsque nous serons sur le marché du travail, nous devons être capables d'écrire convenablement. Actuellement, au secondaire, on insiste beaucoup sur la lecture mais, selon moi, pas assez sur l'écriture. Les professeurs nous donnent une dictée une fois par deux semaines seulement. Ce n'est pas suffisant. Aussi, ils nous découragent à chaque fois: une faute

d'orthographe vaut cinq points. Si tu fais dix fautes, tu as déjà cinquante points perdus sans compter les fautes de grammaire. Cependant, l'auto-correction des textes est très bénéfique pour apprendre l'orthographe.

**Q:** Croyez-vous que la bonne maîtrise du français sera essentielle pour votre réussite professionnelle?

**Cathy:** Absolument. Si tu ne sais pas t'exprimer et écrire correctement, tu ne pourras pas réussir à percer sur le marché du travail. Le premier contact avec un employeur, c'est un curriculum vitae. S'il est rempli de fautes d'orthographe, c'est très mauvais pour l'image que l'on projette.

**Caroline:** Dans plusieurs compagnies, on engage du personnel seulement pour corriger les fautes d'orthographe des employé-e-s qui ne savent pas écrire, c'est aberrant.

**Q:** Certaines personnes prétendent que la lecture n'intéresse pas les jeunes. Est-ce vrai ou faux?

**Cathy:** C'est faux. Peut-être que la lecture n'intéresse pas tous les jeunes. Pour ma part, je lis énormément; en particulier, des romans ou des livres traitant de politique, de finances et des femmes. J'aime beaucoup les auteurs féminins. Par contre, je n'aime pas tellement la littérature québécoise, je la trouve ennuyante.

**Jacinthe:** J'adore la lecture. Mes auteurs québécois préférés sont Michel Tremblay et Gabrielle Roy. Je lis aussi des best-sellers ou des livres sur la danse.

**Caroline:** C'est plutôt les livres à suspense que j'aime, comme ceux d'Agatha Christie ou d'autres auteurs d'intrigues policières. Il m'arrive à l'occasion de lire des auteurs québécois ou des best-sellers.

**Q:** Est-ce que vous lisez les journaux?

**Jacinthe:** Oui, le journal La Presse, tous les matins. Je lis les trois premières pages, le Cahier arts et spectacles, les offres d'emploi et l'horoscope.

**Caroline:** Moi, je préfère le Journal de Montréal. Je regarde les grands titres; s'il y en a un qui m'accroche, je vais lire l'article au complet; ensuite, l'horoscope, les offres d'emploi et quelques bandes dessinées.

**Cathy:** Je lis régulièrement les premières pages, les pages économiques, le

Cahier arts et spectacles, l'horoscope et les offres d'emploi.

**Q:** Quelle langue utilisez-vous le plus souvent dans le cadre de vos activités culturelles?

**Jacinthe:** Le français pour la télévision. L'anglais pour le cinéma et la musique.

**Caroline:** L'anglais pour la musique, la télévision et dans mes loisirs en général.

**Cathy:** Le français pour la télévision. L'anglais pour le cinéma et la musique. (Toutes les trois écoutent quelques chansons françaises à la mode)

**Q:** Quelle place tient la langue française parmi vos préoccupations?

**Cathy:** Les jeunes y pensent parce que c'est devenu un sujet d'actualité. Il faut conserver notre langue française mais il faudra aussi bien maîtriser la langue anglaise si l'on veut réussir. Le français, c'est la plus belle langue. Le vocabulaire français



## Cathy Cormier

est riche. L'anglais est la langue seconde dans presque tous les pays du monde actuellement et cette langue va devenir de plus en plus importante dans l'avenir.

**Jacinthe:** Il faut bien connaître notre langue maternelle, le français. Dans quelques années, je serai sûrement bilingue mais je veux travailler en français.

**Caroline:** Le métier que j'ai choisi m'oblige à apprendre les deux langues. Ma langue maternelle, c'est le français. Au travail, j'aimerais mieux parler le français mais si je dois parler l'anglais, je ne pourrai pas refuser parce que j'y serai obligée par mon employeur.

Propos recueillis  
par Diane Lapointe

## MONTREAL

**UN MILLIER D'OISEAUX**, pièce adaptée pour les enfants à partir de six ans, présentée par le Théâtre du Gros Mécano, à la Maison québécoise du théâtre pour l'enfance et la jeunesse, 255 est, rue Ontario, jusqu'au 3 janvier. Un fervent plaidoyer en faveur de la paix qui raconte l'histoire de deux enfants, l'un témoin d'un passé troublant et l'autre inquiet de l'avenir.

**LA MÈRE ET L'ENFANT**, exposition de gravures, de photographies et d'objets retraçant l'histoire de la maternité du 17<sup>e</sup> siècle à nos jours. À voir au Musée David M. Stewart, au Vieux Fort de l'Île Sainte-Hélène, jusqu'au 3 janvier, du mardi au dimanche, de 10h à 17h.

**DANSE, DANSE MON BONHOMME**, une fascinante exposition animée sur des marionnettes et des bonhommes de bois dansants venant des quatre coins du Québec, à la Maison de la culture La Petite Patrie, 6 707, avenue De Lorimier, jusqu'au 3 janvier.

**DES JOUETS DE A à ZOO**, exposition sur le mode de vie des enfants du XIX<sup>e</sup> siècle. Une bonne occasion de découvrir des trésors dans cette panoplie impressionnante de vieux jouets. Au Musée McCord, 690 ouest, rue Sherbrooke.

**LE SEIGNEUR DES ANNEAUX** de J.R. Tolkien. De retour à Montréal au Temps des Fêtes! Une magie extraordinaire présentée par le Théâtre sans fil, en collaboration avec la Nouvelle compagnie théâtrale et le Centre national des arts, les 26-27 décembre et les 2-3 janvier, à 14h00 et 20h30, au Théâtre Denise-Pelletier, 4353 est, rue Sainte-Catherine.

### NOËL À LA PLACE DES ARTS:

**MUR-MUR**, un tout nouveau spectacle de comédie et d'acrobaties de la troupe Circus. Ils sont cinq fantaisistes drôles comme dix, nous dit-on. Présenté à la salle du Théâtre Maisonneuve, du 23 décembre au 3 janvier.

**TA FANTASTIKA**, théâtre de lumière noire. La magie et l'illusion dominant. Du 23 décembre au 3 janvier, au Théâtre Port-Royal.

**LA PRINCESSE ET LA GRENOUILLE**, conte tiré de la série Iniminimagimo, émission jeunesse de Radio-Canada, présenté sur écrans, du 23 décembre au 3 janvier, de 12h30 à 18h00, au Théâtre du Café de la Place. Entrée libre.

## Pour occuper les jeunes...

# Le plus beau de tous les cadeaux

Le plus beau de tous les cadeaux pour un enfant, c'est encore un abonnement à une revue. Enfin quelque chose que le facteur apporte spécialement pour lui d'une façon régulière.

Pour les enfants du primaire, en gros les 6-12 ans, deux suggestions de revues disponibles ici, au Québec: *Zip le magazine des jeunes* et *J'aime lire*, l'une est québécoise et l'autre française.

*Zip le magazine de jeunes* est produit avec le concours des Entreprises Radio-Canada. Cette revue, qui en est à sa deuxième année, ne parle pas que des émissions jeunesse de Radio-Canada,

même si elle gravite autour de «Samedi Jeunes» et de «La puce à l'oreille».

Il y a de nombreuses rubriques sur les sujets les plus variés, un courrier des jeunes lecteurs et lectrices, des contes, des bandes dessinées, des concours, des posters couleur tirés des séries préférées des enfants... enfin, mille et une choses pour intéresser à chaque parution les abonnés-e-s. Dans la plupart des kiosques à journaux: 2,95\$ du numéro; 20\$ pour 10 numéros; 35\$ pour 20 numéros. Celui de novembre comptait 68 pages.

Il y a aussi la revue française *J'aime lire* qui est

depuis peu publiée au Québec par les Éditions Héritage. Une bonne nouvelle puisque le prix de cette revue, qui a le format d'un petit livre, est désormais beaucoup plus abordable. L'abonnement d'un an pour 10 numéros est de 29,95\$, soit à peu près la moitié du prix qu'il fallait payer pour le faire venir de France.

Le contenu est demeuré français, à ce qu'on peut en juger pour l'instant. Il y a cependant des concours pour les jeunes lecteurs et lectrices du Québec.

Et enfin, *je me petit-débrouille*, une revue québécoise qui vise essen-

tiellement à aiguïser la curiosité des jeunes et à leur fournir un tas d'informations par différentes approches attirantes. C'est ainsi, par exemple, que l'on trouve dans ce numéro de décembre une «grande enquête» intitulée «Le Père Noël a perdu le (Pôle) Nord» qui constitue une intéressante leçon de géographie qui n'en a pas du tout les apparences. Également, comme il se doit, des concours, un courrier, un jeu-questionnaire, des suggestions de cadeaux, une chronique sur les ordinateurs, etc. \$2.00 le numéro (48 pages), \$15.00 pour 11 numéros, \$28.00 pour 22 numéros.

## QUÉBEC

**JACQUES PRÉVERT, C'EST PRÉVERT...** C'est aussi Picasso, Chagall, Miro, Léger... 100 collages de Prévert et des œuvres uniques de tous ces grands peintres contemporains. Une exposition inédite à voir absolument, au Musée du Québec, 1, avenue Wolfe-Montcalm, Plaines d'Abraham, jusqu'au 10 janvier.

## SHERBROOKE

Spectacle-animation intitulé **LA BÉDÉ TROUÉE** – À la découverte du monde fascinant de la bande dessinée, de la troupe de théâtre Entre chien et loup, au Théâtre du parc Jacques-Cartier, du 19 au 23 décembre et du 26 au 30 décembre, à 13h30. Pour les petits et les grands enfants.

**GRAND CANYON – DU COLORADO À LA CALIFORNIE:** Voyage dans des lieux en perpétuel changement. Un spectacle d'effets sonores et visuels de Denis Latendresse, en collaboration avec le Centre culturel de Sherbrooke, les 18, 19 et 20 décembre, à 20h30, à la petite salle du Centre culturel, 2500, boul. Université.

## TROIS-RIVIÈRES

Toujours très apprécié: le **CONCERT DE NOËL** des Petits chanteurs de Trois-Rivières, donné à la Cathédrale de Trois-Rivières, le 24 décembre, à 23h30, juste avant la Messe de minuit.

## CHICOUTIMI

**UN ROYAUME À DÉCOUVRIR** – Faits historiques et culturels de la région du Saguenay/Lac Saint-Jean: une exposition très intéressante, présentée au Musée du Saguenay/Lac Saint-Jean, jusqu'au 7 février.

Aussi: le **CONCERT DE NOËL** avec Yves Cantin, ténor et le Chœur opérette du Carnaval de Chicoutimi, à 20h00, le 16 décembre, à l'église Sacré-Cœur.

## COATICOOK

Deux expositions originales pour le Temps des fêtes: **AUTOUR DE 1900**, appareils et objets usuels de cuisine, jusqu'au 20 décembre et **LA NATIVITÉ**, 12 crèches de différents pays, jusqu'au 31 janvier, au Musée Beaulne, 96 rue Union.

## JOLIETTE

**LES CHANSONS FORMIDABLES**, exposition des œuvres récentes de Raymonde April et **OÙ EST LE FRAGMENT**, exposition itinérante du Musée d'Art Contemporain de Montréal, jusqu'au 3 janvier, au Musée d'Art de Joliette.

*Informations colligées par Diane Lapointe*

## ...et les moins jeunes

# Mme Christie, vous faites de bons récits!

### LE FLAMBEAU

Avez-vous déjà entendu parler des récits fantastiques de Mme Christie? Non? Eh bien! moi non plus, avant il y a quelque temps. Je m'adonnais à mon passe-temps favori (c'est-à-dire bouquiner) lorsque je vis la section romans policiers. Étant une fanatique d'Agatha, je me mis en quête d'une de ces petites intrigues qui font sa spécialité. Je suis tombée sur un livre inédit. Ce soir-là, j'ai passé les heures les plus essoufflantes de ma vie.

Une maison hantée par un enfant qui pleure, un meurtre reflété dans un miroir, un héritier encombrant transformé en ma-

jou affectueux, tout cela et plus encore font de ce livre un périple inoubliable.

### LA MAISON BISCORNUE

Mais qui donc a tué grand-père? Être ou ne pas être le meurtrier, telle est la question. Tous pourraient l'être, mais un seul l'est. Comme d'habitude, madame Christie nous met sur de fausses pistes pour enfin nous dévoiler le vrai coupable.

Un développement très lent, mais une fin inattendue.

### NÉMÉSIS

Les fanatiques de Mlle Marple apprécieront ce livre. Un début un peu lent, mais après quelques

pages, on n'est plus capable de se défaire de ce livre.

Un homme, entrevu au cours d'un voyage, lègue à Miss Marple une forte somme d'argent à condition qu'elle découvre un mystérieux meurtrier. Nulles autres instructions, mise à part celle de participer à un voyage organisé. Réussira-t-elle?

### LE CHAT ET LES PIGEONS

Un royal personnage essayant d'échapper à une révolution; une personne, qui, sans le savoir, se voit confier un trésor princier; et, évidemment, d'obscurs personnages cherchant à s'en emparer.

Dans un prestigieux collège pour jeunes filles, trois professeures sont assassinées. Un faux enlèvement d'une fausse princesse orientale, un cadeau d'une inconnue, une surprenante découverte... que d'action!!! Scotland Yard, comme d'habitude, se casse la tête à chercher des preuves. Mais pourquoi se casser les reins lorsqu'on peut arriver à de meilleures fins tout en restant assis dans un fauteuil en sirotant un bol de chocolat? Telle est la devise d'Hercule Poirot, ce sympathique détective BELGE (respectons son patriotisme acharné).

*Mélanie Paré, 14 ans*

## Un troc d'un goût douteux?

Intervenant dans le débat portant sur le contrat de construction de six frégates pour la marine canadienne, la CSN a soutenu en conférence de presse que l'équité, la logique et une saine gestion du projet plaident en faveur de Marine Industrie en tant que maître d'œuvre de l'ensemble des travaux. Dans le même ordre d'idée, la CSN considère que le programme, déjà amorcé, de modernisation des destroyers Tribal (TRUMP) doit être réalisé en entier dans les chantiers maritimes québécois.

Ceux-ci sont amplement qualifiés pour réaliser ces importants contrats que sont le CPF2 et le TRUMP d'autant plus que non seulement la construction, mais aussi la réparation et la reconstruction de navires, sont parmi les spécialités des chantiers d'ici.

Inquiets du développement de la situation, la centrale, la fédération de la Métallurgie et les syndicats qui leur sont affiliés sur les trois chantiers opérés par MIL à Sorel-Tracy, Lauzon et Montréal, estiment qu'une

telle décision du gouvernement fédéral reposerait davantage sur des critères économiques et sociaux que sur des intérêts purement électoralistes, comme cela s'avère le cas avec les rumeurs accordant au chantier de St-John la maîtrise d'œuvre du programme CPF2.

«Il nous apparaît inadmissible, a déclaré Gérald Larose, que la cour faite actuellement au nouveau premier ministre du Nouveau-Brunswick, M. Frank McKenna, afin de lui arra-

cher un accord dans les dossiers du libre-échange et du Lac Meech, ait pour conséquence qu'un troc d'un goût douteux se passe sur le dos des travailleurs des chantiers québécois et des régions qu'ils habitent.

«Le premier ministre du Québec doit faire preuve d'une extrême vigilance dans les discussions présentes. Il porterait une responsabilité particulièrement odieuse s'il devait être partie prenante à un tel troc des intérêts du Québec».

## Lock-out chez Motoparts Je calcule que je vaux plus!

Accrédité depuis environ un an, le syndicat CSN qui regroupe les 20 employés de la compagnie Motoparts, située dans la région de Thetford Mines, tente de négocier sa première convention collective depuis lors.

Mais voilà: le 10 novembre, l'employeur décrétait un lock-out suite à une autre rencontre de négociation infructueuse.

Les principales clauses en litige sont: ancienneté; mouvements de main-d'œuvre; congés fériés; congés de maladie; vacances; REER collectif; temps supplémentaire; libérations syndicales; durée de la convention et salaires.

Parmi les employeurs farouchement opposés à la syndicalisation de leurs employé-e-s et décidés à recourir à tous les moyens pour l'empêcher, les banques ne figurent pas au dernier rang, au contraire: entre 1977 et 1984, 169 plaintes pour pratiques déloyales ont été déposées par des employées de banques contre leur employeur. Pas étonnant que le taux de syndicalisation dans ce secteur ne soit que de 1%!

La Banque Nationale, pour sa part, est en voie d'étendre les frontières de son empire au-delà de l'océan. Ses profits croissent d'une année à l'autre; en 1986, elle a enregistré des profits nets de 186,8 millions\$. C'est dire que rehausser les conditions de salaire et de travail de ses employées ne risquerait pas de porter atteinte à sa

prospérité! Pourtant, la B.N. persiste à maintenir dans ses succursales le paternalisme comme régime de relations de travail, assorti de conditions de loin inférieures à celles dont jouissent les travailleuses syndiquées des Caisses populaires.

Aux innombrables pièges déloyaux tendus par leur employeur, aux interminables délais qu'il accumule pour faire traîner les négociations, s'ajoutent les mois et les années de réflexion que prend le Conseil canadien du travail avant de rendre ses décisions: quatre ans avant d'accorder l'accréditation par grappe au syndicat de Rimouski, un an quatre mois (à ce jour) avant d'accorder celle de Shawinigan, un an un mois (à ce jour) pour celle de l'Outaouais!

Il faut aux travailleuses de la Banque Nationale

beaucoup de patience et de détermination pour réussir à signer une première convention collective d'abord, puis pour arriver à améliorer progressivement leurs conditions de travail au fil des conventions subséquentes. C'est pourquoi, dans les prochains mois, les membres de la CSN seront invités à participer à une campagne d'appui aux travailleuses de la Banque Nationale en se ralliant à leur slogan: «Je calcule que je vaux plus!»



# Les garderies CSN marquent un point

La ministre déléguée à la condition féminine, Monique Gagnon-Tremblay, et la première vice-présidente de la CSN, Monique Simard, se sont finalement entendues, le 24 novembre dernier, sur l'application de la lettre d'entente concernant la négociation de trois aspects des conditions de travail des travailleuses en garderies, à savoir: la formation, les assurances collectives et les congés de maternité.

Ce dénouement vient mettre fin à des mois de tiraillement entre les syndicats des garderies CSN et

la ministre sur l'application de cette fameuse lettre d'entente qui, rappelons-le, avait été conclue à la table centrale CSN aux dernières négociations du secteur public.

Pour les travailleuses en garderies, il s'agit d'un gain important qui aura des impacts positifs sur leurs conditions de travail. Les négociations sur toute la vaste question de la formation des travailleuses en garderies se feront désormais avec l'Office des services de garde à l'enfance.

Les questions des congés de maternité et des

assurances collectives seront référées pour discussions et négociations à un Comité sur les avantages sociaux au terme d'une étude de faisabilité défrayée par le gouvernement. Ce comité sera composé de représentantes de l'Office des services de garde à l'enfance et de la Fédération des affaires sociales.

Ce règlement permet d'affirmer qu'un premier pas a été concrètement franchi vers la reconnaissance du travail accompli par les travailleuses en garderies.

## FPPSCQ: 80% pour rester à la CSN

Réunis en congrès spécial d'orientation, les délégués des 3,000 professionnels affiliés à la Fédération des professionnels, professionnelles salariés et cadres du Québec ont voté par une très forte majorité de maintenir l'adhésion de leur fédération à la CSN. C'était là une des trois hypothèses présentées aux congressistes, avec celles d'une affiliation à la CEQ ou d'un organisme indépendant. Un Bureau fédéral à être tenu en janvier 1988 examinera la question des attentes de la fédération vis-à-vis la Confédération, ont aussi voté les délégués.

Un nouvel exécutif est également issu de ce congrès marquant pour l'avenir de la fédération: Jacques Guénette à la présidence, Alfred Charland et Ghislaine Patry-Buisson aux vice-présidences, Francine Giroux au secrétariat général et Michel Tremblay à la trésorerie.

## RÈGLEMENT À L'AIDE JURIDIQUE

Par ailleurs, un important syndicat de la FPPSCQ, celui des 150 avocats et avocates de l'Aide juridique, qui exerce des moyens de pression depuis le mois de septembre (voir NOUVELLES CSN #262) pour renouveler sa convention collective, annonce être parvenu à une entente de principe avec le gouvernement. Entente survenue quelques heures après un vote de grève générale à 90% et qui doit être ratifiée par l'assemblée générale, bien sûr. Plus de détails dans notre prochaine édition.

## Déchets: la CSN suggère une bourse

La CSN suggère la création d'une bourse nationale où récupérateurs et utilisateurs potentiels de déchets recyclables pourraient se rencontrer pour déterminer une meilleure utilisation des déchets solides. Une telle expérience, a indiqué la vice-présidente Céline Lamontagne en

conférence de presse, après l'adoption par le Conseil confédéral d'un mémoire de la centrale sur la question adressé au ministère de l'Environnement du Québec, a produit des résultats intéressants en Belgique.

La CSN favorise également l'élargissement, à l'échelle nationale, du réseau de collecte des déchets domestiques solides de façon sélective: c'est-à-dire, par exemple, les déchets métalliques dans un contenant, les déchets de papier et de carton dans un autre, etc.

«Cela doit être appuyé par la création de points de chute multicompartiments, là où la densité de la population est faible», a précisé Céline Lamontagne, en soulignant l'importance de miser sur l'intelligence de la population et sur son esprit civique.

Des facs ou des fusées: ils ont choisi

Plus de 100.000 lettres ont été envoyées hier dans toute la France. (Pages 1 et 2)

# L'Humanité

Lucien Barbier est décédé

## ILS L'ONT TUÉ



Le militant communiste d'Amiens a été décapité, vingt jours après avoir été matraqué à mort par la police. Le Bureau politique du PCP et le Bureau confédéral de la CGT ont adressé des messages de condoléances à sa famille. Une minute de silence a été observée hier dans toute la France. Samedi, un hommage national sera rendu par Georges Marchais et Henri Aron à 14 h 30 à la mairie d'Amiens. Lucien, a appelé de la CGT, un manifestant pour les libertés et pour la mémoire du militant ouvrier. (Pages 2 à 4 et l'éditorial de Claude Chabrier)

## Amiens: militant tué par la police

Un militant de la confédération générale du travail (CGT), est décédé à Amiens, en France, le 21 novembre, après avoir passé 20 jours dans le coma. Il avait été sauvagement matraqué par la police au cours d'une manifestation organisée pour combattre le déclin de la région. Dans une lettre à la centrale française, le secrétaire-général de la CSN, Michel Gauthier, écrit que «c'est avec beaucoup d'émotion que nous avons pris connaissance du dossier que vous nous avez fait parvenir sur la mort du militant Lucien Barbier».

Dans sa lettre, le secrétaire-général rappelle que le Québec a vécu une situation pareille il y a un an, au moment de la mort de Gaston Harvey. Michel Gauthier souligne que «la répression des forces de l'ordre n'est certes pas étrangère aux difficultés toujours plus nombreuses qui sont faites aux travailleuses et aux travailleurs qui luttent pour obtenir ou conserver un emploi».

Il a transmis à la famille et aux camarades du militant décédé l'expression de la solidarité de la CSN.



## Paniers de Noël

# Un petit geste concret pour Noël

Pour la quatrième année consécutive, l'exécutif de la CSN demande aux syndicats affiliés, ainsi qu'à leurs fédérations et conseils centraux, un petit geste de solidarité concret pour que la période des Fêtes en soit une de réjouissances également pour les familles des quelque 1,800 grévistes et lock-outés de notre centrale. Partout au Québec, ces travailleurs et travailleuses mènent actuellement des luttes importantes, qui pour améliorer leurs conditions de vie et de travail, qui pour protéger des acquis, qui pour obtenir une première convention collective, qui pour maintenir et créer des emplois.

Nous croyons que la période des Fêtes est une bonne occasion de leur exprimer notre solidarité en participant, comme nous l'avons fait par le passé, à la campagne des Paniers de Noël CSN. L'an dernier, les 1,900 familles qui vivaient des conflits de travail se sont partagées la somme de \$44,666.89. Si dans ce genre de campagne nous ne nous fixons pas d'objectif financier à atteindre, avouons que nous aimerions dépasser le montant de l'année dernière.

### Mode de participation

- 1- Pour un syndicat de moins de 100 membres, une contribution de \$50.00.
- 2- \$50.00 additionnel pour chaque tranche de 100 membres.
- 3- Les syndicats, les fédérations et les conseils centraux déposent leurs dons par intercaisse à la Caisse Populaire des Syndicats Nationaux, 1601 rue DeLorimier, Montréal, au compte «Solidarité-Paniers de Noël», Transit 30018 Folio 11862.
- 4- Les argents reçus seront compilés le lundi 21 décembre et ils seront remis aux syndicats par intercaisse le mardi 22 décembre.

**Au 9 décembre: \$25,000 en caisse. Allez... un dernier effort!...**

## Pour une réforme juste et équitable

Au cours d'une conférence de presse organisée par Solidarité populaire Québec, Ruth Rose et François Aubry, économistes à l'UQAM et à la CSN, ont rendu publique une proposition de réforme de la fiscalité et de l'aide sociale qui constitue une solution de rechanges à celle proposée par les deux paliers de gouvernement. Leur proposition repose sur les principes suivants: respect de la dignité des prestataires d'aide sociale; une stratégie réelle de plein emploi; consolidation des programmes de soutien de revenu basée sur l'équité et la solidarité; et soutien adéquat aux familles avec enfants.

Selon cette proposition, toutes les exemptions fiscales actuellement pré-

vues pour les adultes seraient remplacées par un crédit d'impôt universel et remboursable de 2,890 dollars en 1988. Des augmentations significatives des allocations familiales et du crédit fédéral d'impôt pour les enfants complètent la proposition. Intitulée «Fiscalité et aide sociale: pour une réforme juste et équitable», celle-ci permettrait de plus une restructuration fondamentale du programme d'aide sociale et améliorerait la situation économique de tous les individus et familles à revenu modeste.

Une version abrégée du document est disponible, au coût de \$1.50 plus les frais postaux, au centre de documentation de la CSN, 514-598-2151.

## Semaine du prisonnier

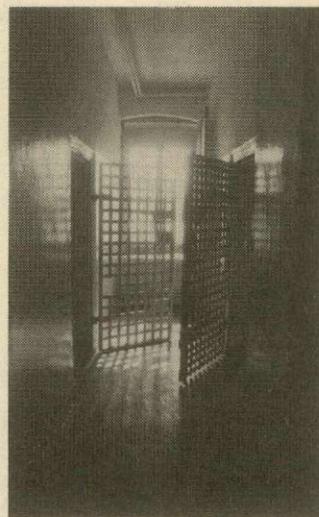
La semaine du prisonnier et de la prisonnière, qui a eu lieu du 27 novembre au 4 décembre, vise à informer et à sensibiliser le grand public sur l'univers carcéral.

Cette année, la Fédération québécoise pour la justice (FQJ) a organisé une foule d'activités au tour du thème «Le temps mort».

L'an passé, l'Office des droits des détenu-e-s (ODD), un des membres de la FQJ, a demandé à Mario Viboux d'effectuer une tournée dans le but d'illustrer l'architecture des prisons et le milieu carcéral.

### Photographies

Notre photographie: «La prison de Trois-Rivières, 1818-1986», fait partie de l'exposition de Mario Viboux présentée



jusqu'au 20 décembre par le «Café-Galerie Maximum», situé au 123 ouest Mont-Royal, dans la métropole.

Le «Café-Galerie Maximum», une initiative d'ex-détenu-e-s, se consacre à l'exposition d'œuvres de ces citoyens et citoyennes.

# Garages: règlements en Estrie et sur la Côte-Nord

Après deux mois de grève, les 180 membres de l'Association des employés de garages des Cantons de l'Est (CSN), affiliés à la Fédération de la métallurgie, sont retournés au travail ces jours derniers avec en poche une convention collective acceptée à 84% par l'assemblée générale.

Pas moins de dix-huit gains importants ont ainsi été arrachés, proclame le syndicat. Notamment de nouvelles clauses sur les

préavis de mise à pied et l'affichage, et des améliorations à celles traitant de la sous-traitance, des changements technologiques et des cours de perfectionnement.

Le contrat d'une durée de trois ans comprend des augmentations de salaires de 4%, 4.5% et 5.5%, ainsi qu'une indexation avec pour «plancher» 5.5%.

«Une victoire, dit le syndicat, malgré le harcèle-

ment, l'intimidation des employeurs, les poursuites pour outrage au tribunal et l'utilisation de briseurs de grève».

## CÔTE-NORD

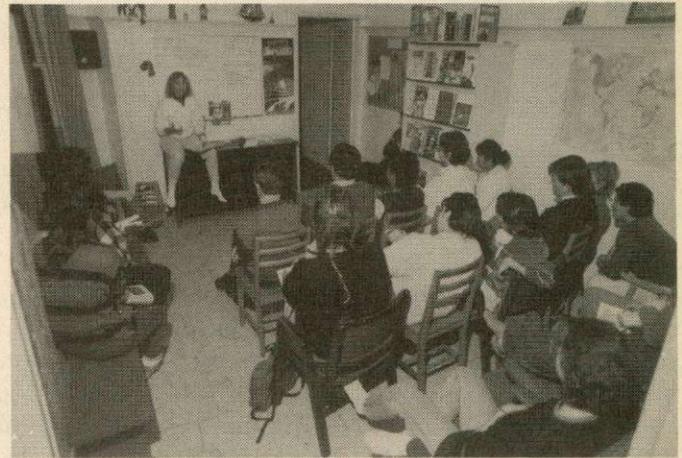
Les employés de deux garages de la Côte-Nord, les garages Drapeau et Haute Baie, ont également réalisé des gains intéressants dans la négociation de leur convention collective, conclue la semaine précédente.

Une convention unique pour les deux établissements, des congés avec solde pour les libérations syndicales des officiers, des améliorations au régime des vacances, aux congés sociaux, aux clauses d'ancienneté, au régime d'assurance-groupe et aux congés de maladie sont les faits marquants de ce règlement. Avec des augmentations de salaires, rétroactives au 15 juin, de 3.6%, 3.2% et 3%.

## les petites

● **Quatre ou cinq semaines en Haïti**, ça vous intéresse? L'Association québécoise pour l'avancement des Nations Unies (AQANU) organise un stage de sensibilisation au développement international dans ce pays pour la fin du mois de juin prochain. Le stage comprend notamment des visites de projets communautaires et une période d'immersion dans une communauté rurale. Objectifs: susciter chez les participants une prise de conscience des problèmes liés au développement et promouvoir une coopération au service de l'individu. L'inscription doit se faire avant le 30 janvier 1988. Coût: \$1,200 environ, tout compris. Conditions d'admission: être accepté par un comité de sélection et participer aux rencontres d'avant-stage. Renseignements: 514-524-4750 ou 418-397-6982 (entre 18 et 21 hres).

● Après le REER et le REA, voici donc le RUR. Le dernier n'a rien à voir avec les deux autres, ce serait plutôt le contraire. Il s'agit en fait du Réseau d'Urgence Regalado, un réseau d'organismes et d'individus qui, à l'initiative de la Ligue des droits et libertés, entend multiplier les actions pour défendre nos droits et libertés démocratiques. Victor Regalado, on le sait, est ce journaliste salvadorien, réfugié au pays depuis cinq ans, que les autorités canadiennes de l'immigration veulent expulser sous prétexte qu'il constituerait une sorte de menace à la «sécurité nationale», dont le SCRS et tous ses Marc Boivin sont les supposés «gardiens»... Et on sait ce que ça donne. Victor Regalado aimerait bien savoir de quoi on l'accuse au juste, pour pouvoir se défendre, mais «sécurité nationale» obligeant, on lui refuse l'accès à son dossier. Tout groupe ou individu peut se joindre au RUR en s'adressant au 1825, rue de Champlain, Montréal, QC, H2L 2S9 (514-527-8551).



## Échanger un cheval contre un lapin...

Le dossier du libre-échange est toujours au cœur de l'actualité. Plusieurs rencontres d'information ont été tenues lors d'assemblées tenues dans les syndicats, les conseils centraux et les instances de diverses fédérations à partir de la position développée par la Coalition québécoise d'opposition au libre-échange formée de la CSN, de la FTQ, de la CEQ et de l'UPA. D'autres rencontres se font avec des groupes extérieurs. Sur notre photo, on peut voir Suzanne Morin, trésorière du Conseil central de la CSN de Montréal, s'adressant à **Salut le monde!**, un collectif de jeunes de la région montréalaise. Ces jeunes ont démontré un vif intérêt pour la question et, comme nous le mentionnait Suzanne: «J'espère qu'ils seront désormais mieux armés pour analyser la question avec un point de vue social». Selon elle, il est ressorti deux points principaux de cette rencontre: premièrement, l'importance d'exiger la transparence et la diffusion de toute l'information sur cette question de la part des gouvernements; deuxièmement, qu'il faut continuer à se questionner à savoir à qui profiterait vraiment un pacte de libre-échange. Les milliers d'entre nous qui risquons de perdre notre emploi ou les grandes firmes américaines qui s'enrichissent encore davantage?

Parlons médias, ça presse!

## Philippe Paiement, merci!

par Jacques Guay



Fin octobre, j'apprenais, par la chronique de Lysiane Gagnon de La Presse, le décès de l'imprimeur Philippe Paiement, autrefois de l'imprimerie **Journal Offset** qu'il dirigeait avec son frère Maurice, décédé il y a quelques années. C'est une Lysiane Gagnon à son meilleur qui lui a rendu hommage

en rappelant notamment:

*«Il ne s'est jamais enrichi et n'a jamais non plus voulu s'enrichir, il a imprimé gratuitement pour trop de gens, il a fait trop de prix de faveur et trop souvent réduit au minimum sa marge de profit, il a effacé trop de dettes.»*

Et Lysiane Gagnon a rappelé que, sans les frères Paiement, des aventures littéraires comme **Parti-Pris** ou journalistiques comme **Québec-Press** et **Le Jour** n'auraient pu être tentées. On leur doit aussi, le terme est bien choisi, on leur doit vraiment, bon nombre de publications militantes comme **Le Quotidien populaire**, durant le conflit à La Presse à l'automne 1971; et combien d'autres documents syndicaux dont le manifeste de la CSN **Ne comptons que sur nos propres moyens**, ainsi que le rappelait **Nouvelles-CSN** dans une récente livraison.

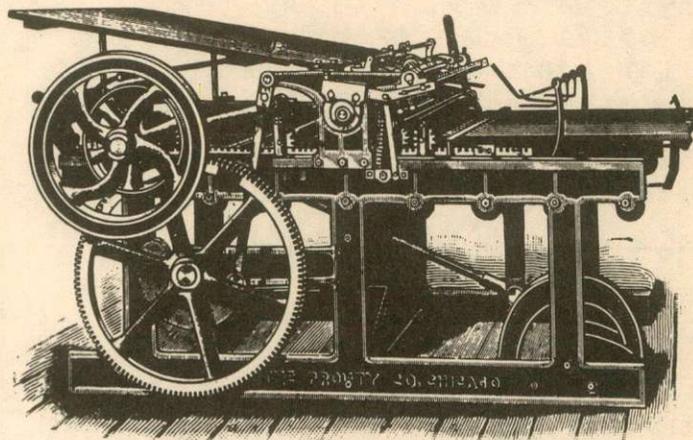
Ce sont également les frères Paiement qui avaient tenté d'assurer la relance de feu **Métro-Express**, le quotidien de Jacques Brillant, lorsque sa première équipe le déserta.

À l'automne 1969, lorsque nous avons lancé **Québec-Press**, je me souviens avec quelle fierté ils nous montraient encore les exemplaires de **Métro-Express**, en regrettant sa disparition, alors que tout ce qu'il leur en restait, c'étaient des comptes à recevoir. Et ils étaient prêts, une nouvelle fois, à aider un autre groupe à réaliser son rêve.

Je me souviens aussi comme nous étions exigeants, de façon quasi inversement proportionnelle à nos moyens financiers. Un temps, nous songions même à les racheter, alors que nous leur devions je ne sais plus combien de semaines de parution.

Maurice, le petit nerveux, tempêtait; Philippe, le grand blond, le calme, conciliait; tous deux veillaient sur le journal autant que nous.

Jamais découragés, sans doute éternellement optimistes ou joyeusement fatalistes, ils acceptaient tou-



jours de partager les risques d'une nouvelle expérience, pourvu qu'il s'agisse d'une juste cause, syndicale ou populaire.

Lysiane écrivait:

*«Philippe Paiement imprimeur, ne se serait pas reconnu dans le Merveilleux Monde des Affaires qui est à la mode aujourd'hui.»*

Mais, voyons donc! Il ne se reconnaissait pas lui-même dans celui qui existait à l'époque. Dans ce domaine, celui des Affaires, il n'y a pas de mode mais d'implacables lois du marché, impitoyables pour ceux qui n'ont pas le sou ou qui ne font pas partie de la caste financière.

**Québec-Press** et **Le Jour** sont nés, entre autres, pour offrir un choix dans un système où nos médias étaient possédés, comme aujourd'hui, par quelques financiers. Et sans des «fous» comme les frères Paiement, ils ne seraient jamais sortis des presses.

Philippe et Maurice Paiement ont fait autant, sinon plus, pour la véritable liberté de presse que tous les journalistes qui en ont parlé ou qui, au risque de leur plan de carrière, ont accepté quelque temps de vivre une expérience. On ne saurait écrire sans eux l'histoire de l'information au Québec.

Qui, un jour, prendra leur relève? Sans imprimeurs comme les frères Paiement, la véritable «liberté de presse», celle de pouvoir faire imprimer son journal, quand ce ne serait que quelques numéros, n'existe pas.

"L'ÉCHANGE" DES CADEAUX



GARNOTTE

## ÉTATS-UNIS

### Le terrible conflit d'Hormel

Depuis plus de deux ans, quelques centaines de travailleurs d'Austin, dans le Minnesota, tiennent tête à l'un des plus gros industriels de la viande du pays, Geo. A. Hormel & Company, et cette lutte fait aujourd'hui figure de symbole. Le 17 août 1985, quelque 1,500 travailleurs affiliés à l'International United Food and Commercial Workers déclenchèrent une grève pour mettre fin à des conditions de travail jugées inacceptables. C'est que le patron, en octobre de l'année précédente, avait coupé sans crier gare les salaires de 23%, ramenant le taux horaire moyen de \$10.69 à \$8.25! Et cela après avoir exigé de nombreuses concessions à la fin des années soixante-dix pour la construction d'une usine ultra moderne de \$100 millions, usine qui ouvrit ses portes en 1982. Et puis s'ajoutaient les cadences infernales, la dégradation des bénéfices marginaux, l'autoritarisme impitoyable qui ramenaient les travailleurs au niveau de bêtes de somme. L'usine de Austin n'avait pas connu de conflits de travail depuis 1933; mais en pleine récession économique, ces travailleurs de la viande avaient été les premiers au pays à lancer la tactique des grèves d'occupation (sit-down strikes) reprises avec succès par les syndiqués de l'automobile. Cette tradition de combativité allait jouer un rôle important.

#### La reprise

En janvier 1986, la compagnie, forte d'un jugement interdisant le piquetage près de l'usine, décida de reprendre les opérations. Quelque 500 grévistes abandonnèrent la lutte et parmi les 3,000 demandes d'emploi et plus enregistrées à la compagnie, on choisit 500 scabs pour s'harnacher à la production. L'intervention de 800 gardes na-



Au centre, Jim Guyette, leader des grévistes d'Hormel.

tionaux aux abords de l'usine ne passa évidemment pas inaperçue dans cette petite ville de 21,000 habitants. Mais il en fallait plus pour abattre la combativité de ce local P-9 et de son président Jim Guyette. Conseillé par un syndicaliste radical de New York, Ray Rodgers, le syndicat s'attaqua à la clientèle de Hormel; on organisa des lignes de piquetage aux portes des banques qui finançaient la compagnie et surtout, on mit sur pied des équipes de sensibilisation qui intervinrent dans les autres usines d'Hormel en Iowa, dans le Nebraska et au Texas.

La compagnie répliqua en congédiant 400 travailleurs qui avaient respecté dans ses autres usines les lignes de piquetage symboliques dressées par les grévistes d'Austin. Les actes de sabotage, alors, se multiplièrent; quelque 275 travailleurs comparurent devant les tribunaux pour de tels méfaits. Jesse Jakson, candidat à la présidence des États-Unis, s'offrit pour une médiation. Mais l'appel fut repoussé par le président de la compagnie, Richard L. Knowlton, dont le salaire annuel de \$231,000. interdisait ce genre de compromis.

#### La trahison

Le pire pourtant survint en mars 1986; William H. Wynn, président de l'International United Food..., le plus puis-

sant syndicat de l'AFL-CIO avec 1,3 millions de membres, décida que les \$1,7 millions versés aux grévistes étaient la limite, et coupa le \$40.00 hebdomadaire versé aux grévistes. Le local P-9 prit un nouveau vote de grève qu'il remporta haut la main. On intervint auprès du chef de l'AFL-CIO, Lane Kirkland, pour demander de l'aide aux autres syndicats de la fédération. Mais cette demande fut repoussée. La politique de concessions qui est la marque de commerce de l'AFL-CIO risquait d'être troublée par ces syndiqués qui mettaient la lutte au premier plan. En septembre 1986, l'International força 1060 grévistes à voter sur des offres négociées au-dessus d'eux qui prévoyaient dans trois ans l'équivalent du salaire payé en... 1984, et qui ne garantissaient aucunement leur réembauchage. Quelque 440 travailleurs regroupés autour de Jim Guyette refusèrent l'ignominie. L'International accrédita alors l'union de scabs et de défaits... à la grande satisfaction d'Hormel. Le P-9 se donna un nouveau nom: 'L'Independant Union of All Workers'. Pour ces grévistes, dont plusieurs ont tout perdu, la lutte continue. On tente même de gagner au mouvement de contestation les autres usines de traitement de viande du pays. Barb Collette, l'un des grévistes explique: «Toute

notre vie, nous avons cru que nous n'étions que des emballeurs de viande. Mais avec la grève, nous avons appris beaucoup de choses: à rencontrer et à parler aux gens, à comprendre des problèmes comme l'Apartheid, mais surtout, à ne plus faire aveuglément ce qu'on nous ordonne de faire. Nous avons appris à avoir confiance en nous-mêmes».

## JAPON

### La super union 'Rengo'

L'unification du mouvement syndical japonais est en train de se réaliser. Le 20 novembre dernier, plusieurs fédérations syndicales ont en effet fusionné pour créer une grande confédération des syndicats du secteur privé appelée 'Rengo'. Cette confédération regroupera au départ 5,6 millions de membres. La seconde étape de ce projet, lancé il y a dix ans, doit s'accomplir en 1990 alors que 2,4 millions de syndiqués du secteur public rejoindront 'Rengo'. On y comptera alors 8 millions de membres sur les 12,3 millions de syndiqués du pays. Les syndicalistes japonais espèrent ainsi retrouver leur efficacité perdue par la désyndicalisation; à la fin des années quarante, le taux de syndicalisation au Japon était de l'ordre de 50% alors qu'aujourd'hui, le pays affiche 28,2% de syndiqués répartis dans quelque 74,000 syndicats. De plus, les traditionnelles négociations du printemps, dites 'shunto', n'ont quasiment plus d'effets sur l'amélioration des conditions salariales. Comme le précisait M. Ashira Yamagishi, à la tête du puissant syndicat des télécommunications (280,000 membres): «Il n'y a aucun domaine où nous soyons suffisamment forts en ce moment. Si nous ne nous unissons pas, notre influence politique et économique continuera à décliner».

## LECTURES

Il y a ceux qui écrivent, les Michel Tremblay, Arlette Cousture, Gérald Godin, Marie Cardinal, Claude Charron et pourquoi pas Sœur Berthe ou les sœurs Lévesque, c'est-à-dire toute cette panoplie d'écrivains, ou de soi-disant écrivains, qui utilisent la plume pour différentes raisons et qui remplissent les présentoirs de nos librairies; ceux qui prennent des risques, qui éditent et vendent les livres, du plus important éditeur, Québec/Amérique, au plus ingénieux, La Courte Échelle, et, en bout de ligne... ceux ou celles qui lisent un peu, beaucoup, passionnément, à la folie.

### Quelques chiffres

À chaque année, le Salon du livre de Montréal accueille des milliers de lecteurs et lectrices (85 000 visiteurs le mois dernier). Ils y viennent pour bouquiner à leur aise, pour connaître les toutes dernières parutions d'ici ou d'ailleurs et pour rencontrer leurs auteurs préférés. Faut dire que l'ambiance y est particulière: c'est une foire de l'esprit et de la création. On y côtoie des gens de tout âge mais surtout des adultes de 25 à 50 ans (dont 60% sont des femmes), des jeunes de 15 à 25 ans (20%) et plus de 10 000 enfants d'âge scolaire.

Selon les conclusions d'une enquête du ministère des Affaires culturelles menée lors du 9<sup>e</sup> Salon du livre de Montréal, en novembre 1986, 500 des 1,000 visiteurs interrogés ont déclaré lire environ 45 livres par année, tandis qu'un sur dix avouait lire «très peu», c'est-à-dire moins de 10 livres par année.

Les Québécois et les Québécoises aiment lire, c'est évident. Les femmes surtout, semble-t-il: 70% d'entre elles lisent des livres de préférence; la majorité des hommes (73%) privilégient surtout les journaux (seulement 39% des hommes affirment lire des livres).

Il n'est donc pas surprenant d'apprendre que les femmes comptent pour 45% de l'ensemble des écrivains canadiens. Mais il y a lieu de penser que, là encore, elles sont victimes de discrimination salariale puisque, selon le Conseil des arts du Canada, le salaire annuel moyen des écrivains masculins s'élève à \$20 500 alors que les femmes écrivaines ne perçoivent qu'un mince salaire de \$14 000 par année. Elles sont aussi perdantes au niveau de l'obtention des bourses accordées par le gouvernement canadien aux écrivains et écrivaines puisque 70% de ces bourses furent obtenues par des hommes en 1986, même si les femmes totalisent la moitié des demandes de subventions.

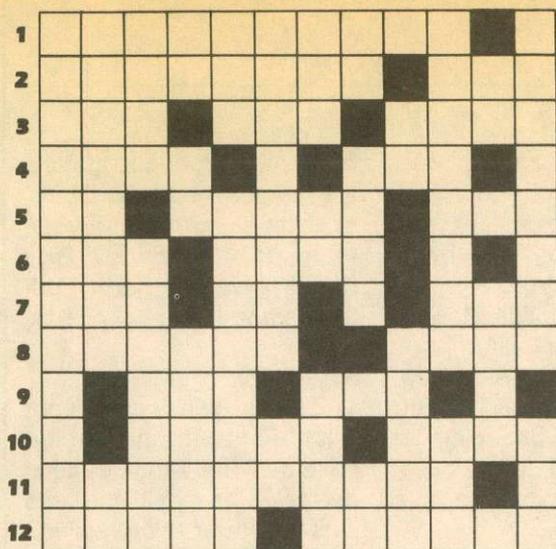
### Les bibliothèques scolaires

Quant aux habitudes de lecture chez les jeunes, elles seront acquises, selon un récent avis du Conseil supérieur de l'éducation, si le gouvernement du Québec et les commissions scolaires acquièrent la conviction que l'apprentissage de la lecture passe par le développement des bibliothèques scolaires: «Privées de personnel compétent et ne possédant souvent que des collections vieillottes et désuètes, les bibliothèques scolaires au Québec ne jouent pas leur rôle de soutien à l'acquisition de la compétence linguistique des jeunes». Soulignons qu'entre 1972 et 1982, les dépenses moyennes par élève pour des bibliothèques scolaires sont passées de \$3.11 à \$2.13.

Qui a dit: «Aimer à lire, c'est faire un échange des heures d'ennui que l'on peut avoir en sa vie, contre des heures délicieuses». Si vous hésitez entre Montesquieu et Montaigne, vaudrait mieux faire un saut à votre bibliothèque municipale pour vous en assurer...

Diane Lapointe

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12



### HORIZONTAL

- Ça améliore les conditions de travail d'en avoir une.
- Vêtements voyants. - Un des points cardinaux.
- Dans la rose des vents. - Ère. - S'adresse à Dieu.
- Georges Brassens voulait être enterré sur la plage de cette ville du sud de la France. - Régie des installations olympiques.
- Télé-Métropole. - Esquive. - Négation.
- Trois voyelles qui seraient un oiseau de basse cour si elles étaient dans un autre ordre. - Continent d'origine des nations autochtones.
- Trinitrotoluène. - Coutumes. - Saison chaude.
- Pays imaginaire où un gouvernement idéal règne sur un peuple heureux. - Joindre.
- Utile quand la porte est barrée. - Fatigué.
- Mot d'origine haïtienne désignant une plante arborescente. - Arme.
- Boum et Crac en sont une.
- Friandise en langage familier. - Instrument de musique à percussion, utilisé dans l'ancienne Égypte, formé d'un cadre courbe traversé de plusieurs baguettes mobiles et sonores, et garni d'un manche (ouf!).

### VERTICAL

- Le Canada en a une depuis 1867 et le Québec n'en a pas encore.
- Objet de décoration. - Exclamation enfantine.
- Non en russe (du moins, selon la rumeur véhiculée dans les pages sportives des quotidiens de Montréal). - Mammifère carnassier d'Afrique.
- À la CSN, il y en a trois: Monique Simard, Céline Lamontagne et Roger Valois. - Double voyelle. - Dépouilla un eider de ses plumes.
- Triple voyelle. - Caniveau en lettres mêlées.
- Prénom masculin. - Initiales de Charles Trenet.
- Assassine. - Titane. - Pays d'Asie.
- Neuf en chiffres romains. - Régime enregistré d'épargne retraite. - Lettre grecque.
- Seizième lettre grecque. - Détériorées.
- Qui est digne de la réputation de cruauté de Néron. - Initiales d'un ancien premier ministre du Canada.
- Affirmation. - Nos mères en faisaient pour la Sainte-Catherine.
- Faire un éternuement. - Prénom féminin.

**Solution page 22**

## SUGGESTIONS DE NOËL



### John Cougar Mellencamp

Le dernier microsillon de **John Cougar Mellencamp**, «The Lonesome Jubilee», est certainement son plus complet musicalement. Sur ce disque, il a réussi l'arrimage de la musique rock, parfois aux effluves «springsteeniennes», et de la musique traditionnelle des montagnes, les «hill-billys songs».

Depuis l'enregistrement de «Scarecrow», en 1985, les musiciens qui accompagnent John Cougar Mellencamp ont d'ailleurs appris chacun un ou deux instruments de musique traditionnelle (violon, banjo, dobro, dulcimer, accordéon, etc...) pour bien harmoniser et souder ensemble les deux genres de musique.

#### Déshérité

Sur «The Lonesome Jubilee», JCM poursuit sa croisade, entreprise en 1985, en faveur des déshérités-e-s, et ils sont nombreux et nombreuses, qui jalonnent les 51 états américains.

Selon JCM, ils sont de plus en plus d'hommes et de femmes qui sont désenchantés du rêve américain, selon lequel la prospérité serait à la portée de la main de tous dans ce pays. D'après lui, il y a de plus en plus de personnes mécontentes et insatisfaites chez notre voisin du sud.

Un disque sur lequel JCM chante les malheurs des fermiers dont les terres ont été ravagées par la sécheresse. Il chante également les attentes et les désespoirs des chômeurs et chômeuses qui

font la queue devant les bureaux «d'emplois». Enfin, il traite aussi de divorces, d'enfants mécontents, des employés temporaires aux maigres salaires, et des changements de cap pour les gens arrivés dans la moyenne de l'âge.

#### Envoûtement

Dès les deux premières pièces, «Paper In Fire» et «Down And Out In Paradise» (un télégramme chanté au président des U.S.A.), «The Lonesome Jubilee» vous envoûte pleinement. Cet ensorcellement est attribuable à la magie de l'archet de Lisa Germano et au charme de l'accordéon de John Cascella.

#### Libre-échange

Voilà un disque qui devrait faire réfléchir les plus indémodables partisans du libre-échange... Mais notre pays, malheureusement, n'est pas dirigé par des poètes...



### Robbie Robertson

L'année 1987 a aussi été celle du retour d'un autre monstre sacré de la musique folk-rock des années '60 et '70. Après le retour fulgurant de «Grateful Dead», c'est maintenant à l'ex-leader du légendaire groupe «The Band», **Robbie Robertson**, de revenir sur la scène musicale.

Onze ans après le démembrement de «The Band», onze ans après avoir flirté avec le cinéma, onze ans après avoir jonglé avec son avenir, le guitariste et chanteur Robbie Robertson fait une rentrée magistrale dans l'industrie rock.

Un premier album solo pour Robbie Robertson qui est simplement excellent. Un disque travaillé et expérimenté durant trois ans. Un disque qui a obligé Robertson à quitter la Californie et à se rendre en Angleterre, en France et au Canada pour pratiquer avec une pléiade de vedettes. Un disque qui a coûté des centaines de milliers de dollars.

Et un disque sur lequel on retrouve le producteur Daniel Lanois (U2 et Peter Gabriel), ainsi qu'une brochette de stars du firmament de la musique: Peter Gabriel aux claviers, le leader de U2,

Bono lui-même, à la guitare, le musicien de jazz Gill Evans, et deux ex-membres fondateurs de «The Band», Rick Danko (voix) et Garth Hudson (piano).

#### Style

C'est un disque qui intègre à la fois, évidemment, le style de «The Band» et ceux des célèbres musiciens cités plus haut pour éclater en une œuvre très personnelle.

Un beau retour pour ce Canadien dont le groupe s'était fait connaître pour avoir accompagné Bob Dylan pendant plusieurs années.



### Tango X 4

Aux personnes qui n'ont pas les moyens de se payer un voyage dans le sud cet hiver et qui souhaitent un peu d'exotisme, voire de romantisme, nous proposons le disque «Tanguissimo» du groupe montréalais **Tango X 4**.

Ce 33 tours, qui comprend seulement trois pièces pour une durée totale de 14 minutes, représente une excellente façon de s'initier et de découvrir cette musique languoureuse qui nous vient d'Argentine.

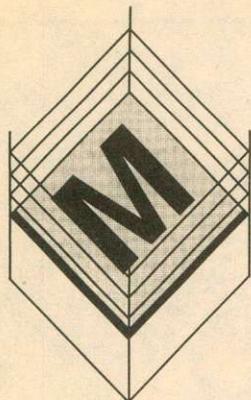
Les trois morceaux choisis, El Choclo, Caminito, et Adiós Nonino, sont bien exécutés par le pianiste, le contrebassiste, le violoniste et le joueur de bandoneón (un petit accordéon).

Ce disque étant produit par une petite maison, les personnes qui voudraient l'acheter peuvent s'informer des points de vente en communiquant avec «Les Disques Ermitage», 4165, avenue de L'Esplanade, Montréal, Québec, (514) 282-0677.

«Que la Fête commence!»

Michel Crête.

## La facture de Mad Dog



Mad Dog Vachon est sans doute un gentil bonhomme, qui réussit à en faire rire certains depuis qu'il s'est recyclé dans le show business télévisé, après avoir promené sa carcasse de géant sur tous les rings de lutte du monde.

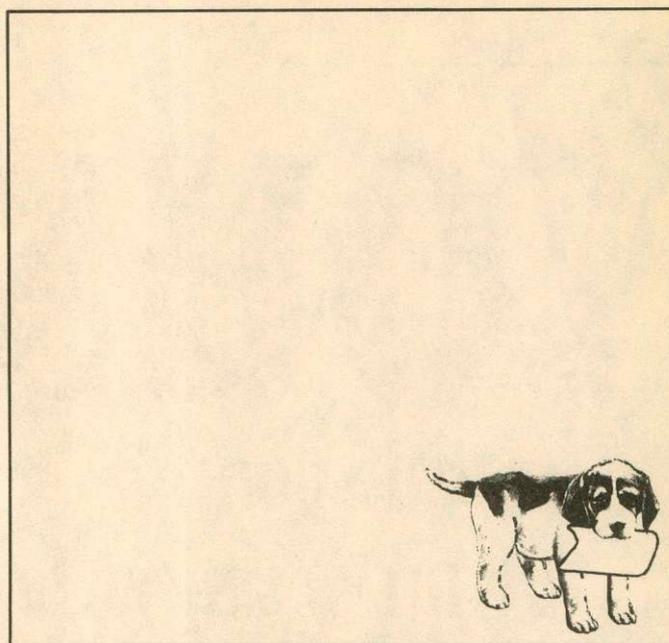
Dans le monde de la lutte, il y a des bons. Il y a des méchants. Mad Dog n'a jamais été trop regardant sur le sujet. Il a commencé du côté des bons, aux Jeux du Commonwealth et aux Jeux de l'Empire. Ensuite, il est devenu un méchant. Cela lui a valu son nouveau nom: Mad Dog. Les amateurs se souviennent encore, les yeux humides, des combats épiques qui l'ont opposé pendant près de vingt ans au favori des foules, le bon Édouard Carpentier. Mais sur les derniers milles, la brute s'était assagie et Mad Dog, effectuant une rupture dramatique avec son passé violent, connaissait son chemin de Damas et se rangeait définitivement du côté des bons. Le peuple, qui l'avait tant détesté, se mit à l'acclamer.

Mad Dog, Québécois pure laine, était devenu résident américain. Il l'est encore. Cela a des avantages. Parlez-en à ceux qui suivent les sports. Les impôts, vous savez... Pour ceux qui font des gros salaires, c'est dur. Combien de joueurs de hockey ont demandé d'être échangé à cause des impôts? Cela a fait plus de victimes, chez les Nordiques, que la syphilis dans les années de Napoléon. Toutes proportions gardées, bien sûr... Mad Dog, donc, est résident américain.

Mad Dog, en promenade aux États-Unis, a été frappé par un chauffard. Complications: une dizaine d'interventions chirurgicales, jambe amputée. Retour au Québec sur les ailes de Petro-Canada.

«Je reviens chez-nous», a dit Mad Dog, tout ému, à la meute de journalistes qui l'attendaient à l'aéroport, avec une facture de 150 000\$ US. J'espère que ça va se régler». On l'espère aussi.

Mais n'empêche que ça nous fait réfléchir.



Les impôts qu'on paie, au Québec, servent en bonne partie à défrayer les coûts d'un réseau public de santé qui, tout en étant sujet à être amélioré grandement, n'en constitue pas moins une protection minimale pour la population. On ne retrouve plus ici des cas semblables à celui de Mad Dog, où c'était la famille tout entière, avec parfois ses descendants, qui devait assumer les frais d'un malheur qui frappait quelqu'un. On a tous un exemple à l'esprit.

Mais si tout le monde s'en allait vivre aux USA pour payer moins d'impôts, comment pourrait-on financer ce réseau public? Quand on sort nos mots du dimanche, c'est ça qu'on veut dire quand il est question de «choix de société».

Mad Dog payait moins d'impôts en étant résident américain. Mais ce sont les impôts de ceux qui restent ici qui vont lui éviter de se retrouver dans la rue, avec une facture à payer de 150 000\$. Mon Dieu qu'on est donc du bon monde! Vive la libre entreprise! Vive le libre-échange! Et meilleurs vœux à Mad Dog...

Michel Rioux

**urgence**

**FICHE D'ADMISSION**

**NOM:** Parent

**PRÉNOM:** Josée

**ÂGE:** 64

**# Ass. maladie:** PA8 483 3AM

**Raison de l'hospitalisation:** ACCIDENT D'AUTO

# VOUS

avez le pouvoir  
de lui ● sauver la

# VIE

## COMMENT?

DONNEZ DE VOTRE SANG LORS DE LA CLINIQUE DE SANG ANNUELLE DU RASSEMBLEMENT DES TECHNICIENS-AMBULANCIERS DU QUÉBEC (RETAQ) ET DE LA CSN

## QUAND?

LUNDI 21 DÉCEMBRE 1987

## OÙ?

1601 DE LORIMIER  
(COIN MAISONNEUVE,  
MÉTRO PAPINEAU)

## L'HEURE?

DE 9 HRES 30 À 20 HRES 30

**À GAGNER:**



**IBM**

**Un ordinateur  
IBM PS2 avec  
écran couleur,  
imprimante  
Panasonic 1091  
et D.O.S. nécessaire  
UNE VALEUR  
DE \$3,500!**

**Gracieuseté de:**  
COMPUCENTRE GREENFIELD PARK  
LE «CENTRE DE SOLUTION D'AFFAIRES»  
827 BOUL. TASCHEREAU  
(GALERIES TASCHEREAU ANNEXE)  
TÉL: 672-0020

**À afficher sur votre babillard syndical**